

tribune

PSU

socialiste

DÉJÀ LE PRINTEMPS ?



● **SCANDALES :**
où va
l'argent ?

● **ANGLETERRE :**
tout
(re)commence ?

● **CHANSONS :**
la pilule
anti-stress

Directeur politique : Gérard FERAN.
Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.
Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.
Collectif de rédaction : Robert DES-
TOT - Jacques FERLUS - Jacques GAL-
LUS - Gilbert HERCET - Jean-François
MERLE - Jean VERGER.

Publicité : Régie-Information, 32, rue
Le Peletier - 75009 PARIS. Tél. :
770.40.18.

Directeur de la publication : Jean LE
GARREC.

Rédaction : 566-45-64

Administration : 566-45-37

9, rue Borromée - 75015 PARIS

Publicité : Régie Information
Tél. : 770-40-18.

Distribué par les N.M.P.P.

IMPRIMERIE D'HEBDO T.C.

7 JOURS DANS T.S.



■ Dans le fond, ça doit plutôt les énerver, ce qualificatif de « cols blancs ». Ça vous a un petit air poussièreux, manches de lustrines et plume sergent-major. La cravate, oui, à la rigueur. Et encore, seulement si le contact direct avec le client l'impose. Pour le reste, ils ont plutôt la dégainée de tous ceux de leur âge, ces fils et filles de Mai 68 : poil abondant et semelles compensées. Et ils imaginent très bien la vie en Lewis...

« De nouveaux OS », l'expression convient mieux. Tout y est, la fatigue proprement musculaire en moins : inintérêt du travail, répétitivité des tâches, petits chefs, cadences, bas salaires. Le faux marbre et la moquette sont de maigres compensations. Au vrai, c'est pour échapper à ça, que les étudiants ont « fait » Mai, et c'est pour échapper à l'inéluctabilité de cet — peut-on appeler ça un avenir ? — que les lycéens redescendent ces temps-ci dans la rue.

Qui ne voit le lien, la filiation ? Mai 68 est toujours bien vivant — et c'est un peu de son air de fête qu'on respire la semaine dernière dans le grand hall de la Banque de France.

La Banque de France occupée ! De mémoire de capitaliste, on n'avait jamais vu ça, même pendant la Commune : et c'est bien pourquoi le gouverneur a préféré bien vite lâcher du lest, et le Pouvoir rappeler ses flics. Première et significative victoire, bien faite pour redonner du tonus — s'il en était besoin — à tout un secteur bancaire en effervescence (p. 4).

■ « Mes camarades, Lip vit ! ». C'est le cri de notre camarade Vittot, lundi dernier, aux petites heures, devant l'usine de Palente vidée — enfin — de ses gardes-chiourmes. Oui, Lip vit et le travail a repris pour 150 d'entre les Lip, qui seront 300 à la fin du mois, et au complet en fin d'année, si l'accord de Dôle est respecté : et il le sera, on peut faire confiance à des travailleurs soudés et aguerris par près d'un an d'une lutte hors du commun.

Lip vit, et là encore, nous retrouvons l'esprit de Mai. Enraciné et mûri dans les traditions de la classe ouvrière. Comme il vit aussi chez les jeunes ouvriers de la SAVIEM, à Caen. Ou chez les Bretons de Pédernec, ou chez Rateau, à la Courneuve — même si l'on s'y méfie un peu des traditions libertaires... Ce à quoi nous assistons en ce moment n'est pas la traditionnelle relance de l'agitation aux premières effluves du printemps : d'ailleurs, fait pas encore bien chaud pour la saison. C'est la montée bien réelle d'un sentiment encore confus, fait d'inquiétudes et de révolte mêlés, devant une politique arrogante et réactionnaire, qui cherche sa voie, son unité, son possible débouché politique. Et qui retombera dans une gerbe de demi-victoires ou de demi-échecs — ou d'échecs tout court — si les organisations politiques et syndicales que se sont donnés les travailleurs ne savent pas répondre à l'attente de tous.

■ Roissy en France — pardon, l'aéroport Charles de Gaulle — est à peine inauguré que déjà s'y engage la bataille sociale : celle de milliers de travailleurs à qui l'on s'est bien gardé de

demander leurs avis sur la façon d'organiser leur travail futur. Comme celle de milliers de riverains, dont on s'est bien peu préoccupés de connaître les sentiments envers leur nouveau et encombrant voisin (p. 13).

Allons, tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes capitalistes. Les compagnies pétrolières continueront de faire leur beurre, au mépris des lois (p. 7) pendant que l'armée française veille sur les routes du pétrole (p. 8-9). Les margoulin de l'immobilier continueront de frauder le fisc (p. 6) au profit d'intérêts occultes. Les épiciers du show-business continueront d'endormir le peuple (p. 15) à grands coups de microsillons débiles. Et les « rotatives du PSU » (p. 14) continueront de tourner, dans toute la France, pour crier le scandale de l'exploitation et de l'aliénation.

■ « Chili ou Suède ? » se demande gravement la une de l'Express, cette semaine, à propos de la Grande-Bretagne. Pourquoi donc tant se compliquer la vie, confrère ? Et si c'était, tout simplement, la Grande-Bretagne (p. 10) ?

Allons. Nous savons bien qu'il faudra autre chose, et plus, que quelques pour-cent de rabiote aux prochaines élections — que ce soit au pays de M. Wilson, ou dans celui de M. Pompidou — pour que tout cela change. Et tant mieux quand même, et bravo, si à Louviers, la liste autogestionnaire a remporté tous les sièges vacants des élections municipales. Signe des temps, esprit de Mai ?

B.L. ■

POUR TOUT CHANGEMENT D'ADRESSE

1. Joindre la bande du dernier envoi avec 2 F en timbres-postes.
2. Indiquer la nouvelle adresse avec la codification postale.

CALENDRIER POLITIQUE

● 17-23 mars : semaine de solidarité avec le Cambodge, organisée à l'initiative des 53 organisations en lutte contre l'intervention US au Cambodge. Grand meeting unitaire le 21 mars à la Mutualité.

● 19 mars, 16 h 50, Paris (7e) - 27 rue Saint-Guillaume : débat du « cercle autogestion » de l'IEP de Paris avec Victor Leduc : « le parti communiste en 1974 ».

● Commission sociale (santé, sécurité sociale, travail social) permanence tous les lundis de 20 h à 22 h, 9, rue Borromée.

BON à RETOURNER A

LIBAIR - 17 rue de Turbigo
75002 Paris, Tél - 231.97.94
Corr. A 669 508.06.60

NOM
Prénom
Rue
Ville

Je désire recevoir
votre documentation

pâques 74

ALBANIE

Séjour touristique
à DURRES
sur la côte Adriatique.....1350F
(excursions et visites)

YUGOSLAVIE

1 semaine à l'hôtel
à l'île de KRK 630F
(par avion)

EQUITATION

Haute - Provence..... 440F

MAISON FAMILIALE

dans les Vosges
prix journée entre..... 23 et 31F
selon le quotient familial

VACANCES VOYAGES LOISIRS

LIBAIR

Les classiques du
MARXISME-LENINISME
aux prix les plus bas.

Vous les trouvez à la
Librairie LE PHENIX
72 Bld de Sébastopol
PARIS 3ème

(Marx, Engels, Lénine,
Staline, Mao-Tsé-Toung).

Question écrite

Une angoissante incertitude pèse actuellement sur le sort réservé par les fascistes chiliens à un Français, Enrique Ropert, détenu depuis le 14 septembre.

Ingénieur civil, président de l'entreprise de l'Etat chilien pour la Construction, militant du Parti socialiste, Enrique Ropert, qui est âgé de 61 ans, vit depuis de longues années au Chili où il est marié à Miria Contreras, secrétaire privée de Salvador Allende. Trois jours après le putsch, il fut enlevé chez lui par des militaires et personne n'eut plus de ses nouvelles pendant deux longs mois, durant lesquels on le tortura pour savoir où se trouvait sa femme. Il fut ensuite officiellement incarcéré à la prison publique de Santiago, accusé d'avoir soldant caché des armes.

Il y a une quinzaine de jours, alors que son « procès » commençait, il fut mis au secret dans sa cellule, sans que même un avocat puisse le voir. On a toutes raisons, hélas, de craindre pour sa vie, car c'est bien souvent à l'issue de tels procédés, que furent finalement éliminés de nombreux prisonniers. Déjà, le fils d'Enrique Ropert, âgé de 20 ans, a été assassiné par les fascistes après avoir été horriblement torturé : arrêté le jour du putsch, son corps ne fut rendu que deux mois après.

Yves Le Foll a posé une question écrite au ministre des Affaires étrangères pour lui demander s'il est informé de la situation de ce ressortissant français et si, dans l'affirmative, il compte intervenir en sa faveur auprès des militaires chiliens.

ARVEL

Au service des Familles et des Jeunes

- YUGOSLAVIE
2 sem. bord de mer - Séjour seul 500 F.
2 sem. bord de mer - en avion 795 F.
- TUNISIE
Circuit de 2 semaines 1.275 F.
- TURQUIE DE L'EST
Circuit de 3 semaines 1.695 F.
- ET SI VOS VACANCES ETAIENT UNE FETE !
Festival de Tabarka (Tunisie)
2 semaines au départ de Marseille, Lyon ou Paris (860 - 910 - 960 F.)

ARVEL : 12A, Boulevard des Brotteaux - 69006 Lyon
Tél. (78) 52-56-48

2641

abonnés
nouveaux

encore
huit jours
pour le
prix spécial
de 60 F

Un nom :

une adresse :

+ un chèque

TS 9, rue Borromée
75015 - PARIS
CCP. P. 5.826.65

le temps du réveil ?

L'« Eternel retour », titre bien d'actualité, figurait au générique du dernier « au cinéma ce soir », l'une des rares bonnes émissions de la T.V. Par la projection de bandes d'actualités, les auteurs de l'émission recréent l'atmosphère de l'époque et ce soir-là, nous étions en 1943.

La guerre tout au moins dans son effroyable réalité, était presque absente des images, comme gommée par le temps. Les conditions épouvantables de la vie de beaucoup de Français pudiquement censurées, il ne restait d'extraordinairement sensible que le ton emphatique du commentaire, la boursoflure grandiloquente des discours officiels, la stupidité du discours moralisateur de toute cette époque. La France, le sacrifice, le destin glorieux, les lendemains qui chantent, et tout cela baignant dans la veulerie et le mensonge. Stupéfiantes les images de Laval devant les prisonniers de guerre, ou le commentaire triomphant pour expliquer qu'une firme normale peut fabriquer son gaz à partir du fumier, où, qu'une semelle en bois, à condition qu'elle soit pliante, remplace avantageusement le cuir.

Caporalisme

L'histoire ne se répète jamais. Mais elle balbutie si souvent les mêmes mots qu'on peut s'y tromper. Trente ans après, nous ne sommes pas en reste : ni pour la moralité triomphante, ni pour l'affirmation de la nécessité du sacrifice, ni pour le caporalisme sans imagination qui transparait à travers toutes les déclarations de ceux qui nous gouvernent.

Ainsi, Messmer disant tranquillement que devant le problème de l'énergie, il y a eu deux catégories de réaction : celle de ceux qui immédiatement ont pris des mesures

partielles, et celle des autres qui se sont donnés le temps de réfléchir (en affirmant par ailleurs qu'il n'y avait pas de problème) pour prendre des « mesures méditées réfléchies et de longue durée ». Exemple : pas plus de 20° dans les appartements, et plus de chauffage après le 15 avril. Comme à l'armée, vous porterez la tenue d'été après le 15 avril puisque le règlement le prévoit, mais le contrôle d'application de ces mesures méditées ne pourra guère se faire, je suppose, que dans les H.L.M. Quant à l'ineffable Giscard d'Estaing qui renonce définitivement à donner même l'impression qu'il a une politique monétaire, il affirme dans une interview à « France Soir » que « la priorité pour le premier semestre est bien la lutte contre la hausse des prix », « que nous n'arriverons qu'à 10 % » et qu'après avoir semble-t-il réglé ce problème, on s'occupera de l'emploi, qui n'est pas actuellement un sujet préoccupant, si ce n'est sectoriellement !

La réalité

Or, quelle sera la réalité que plus personne ne discute ? 1,7 % de hausse en janvier, probablement un chiffre proche en février, 14 à 15 % pour l'année, 800 000 chômeurs reconnus en septembre, et des problèmes sectoriels comme l'aéronautique, Rateau, etc.

Nous pouvons nous taire, faire comme si ces hommes n'existaient pas, rire avant que d'en pleurer. Mais, tous ces mensonges ne peuvent masquer une réalité mesurable chaque jour pour des millions de travailleurs, une angoisse devant l'avenir, une difficulté à vivre, une lassitude qui, peu à peu, se transforme en colère, celle des ouvriers de Rateau, de la Saviem, celle des O.S. de bureau qui sont les employés de banque,

celle des paysans qui viennent d'hériter de Marcellin.

Il y a quelques mois, nous écrivions « Lip se bat pour tous les travailleurs... ». Aujourd'hui, partout, les travailleurs se battent. Et cette colère qui monte n'a rien à voir avec le bris de vitrines et les débordements de fin de semaine par des groupes dont on peut se demander qui les manipule.

A-t-elle quelque chose à voir, en revanche, avec le conformisme d'une gauche traditionnelle qui, sagement, répète depuis un an les mêmes phrases, les mêmes mots ? Significatif, le sondage SOFRES que publie ce lundi le Nouvel Observateur. Sur 100 personnes interrogées, il ne s'en trouve plus que 7 pour penser que si la gauche arrivait maintenant au pouvoir, elle pourrait appliquer pratiquement sans changement le Programme commun. 7 % seulement. 32 % pensent « qu'elle devrait le modifier sur quelques points ». Et 35 % que des remaniements profonds devraient avoir lieu. Non décidément, le ronron n'est plus de mise, et la panacée a fait long feu.

Tu dors !

Cette colère qui monte — des usines et des bureaux, des lycées et des campagnes — il faut savoir lui donner les moyens politiques de s'exprimer. Comment, sinon dans l'unité populaire ? Comment, sinon autour d'objectifs précis, qui remettent en cause bien autre chose qu'un gouvernement, la nature même du pouvoir capitaliste ?

L'an dernier, au cours de la manifestation des artistes contre Druon, une banderole disait : « Peuple, tu dors, mais ton sommeil est celui de la mort ». Peut-être est-il venu, le temps du réveil.

Jean LE GARREC

SOUSCRIPTION



nationale



(décision unanime de la DPN du PSU)

- pour que le PSU ait les moyens de son combat
- pour le socialisme et l'autogestion

15 mars : premier versement de 15 F par militant

CCP - 1402044

DÉJÀ LE PRINTEMPS

Le Point les juge « plus inquiets que mécontents » ; pour L'Express, ils se livrent à une guérilla syndicale, mais « l'heure n'est pas à la mobilisation générale ». « Ils », ce sont les travailleurs, dont la bourgeoisie scrute avec inquiétude les réactions en ces temps de « crise ».

Au CNPF, on affecte le mépris, amalgamant sans scrupule les grandes banques avec les épiceries du coin : « Une trentaine de conflits, c'est très peu par rapport aux 900 000 entreprises françaises. Il faut plusieurs centaines de conflits pour faire une période normalement agitée... ». Et puis, on bat le rappel pour le front sacré : « Quant à la progression du pouvoir d'achat, même si un patron peut la réaliser, il doit y renoncer : par solidarité avec les autres entreprises ».

Mais les employés de banque — ils sont quand même 200 000 — les OS de la Saviem et de Rateau ne l'entendent évidemment pas de cette oreille. En leur nom, Georges Seguy y a été de sa « petite phrase » : « Ce qui vient d'arriver à la droite d'outre-manche, a-t-il lâché, devrait donner à réfléchir aux conservateurs français ».

Et puis les luttes parlent d'elles-mêmes : elles ne sont pas classiques et de tout repos.

Il y a d'abord la dureté des conflits : la Banque de France occupée, ça n'est pas rien ! Et les six semaines d'occupation chez Rateau non plus. Et la grève illimitée des banques, ça n'arrive pas tous les ans. Mais il y a aussi les types de revendications : augmentations uniformes pour tous, commencent à proposer les syndicats. Et les tentatives pour associer la population aux luttes.

Alors, : une pauvre trentaine de conflits, comme on dit au CNPF ?

● BANQUE DE FRANCE : pour la première fois...

Pour la première fois dans l'histoire de la Banque de France, le gouverneur a dû céder devant le personnel... ça remonte donc assez loin. Même sous la Commune, soulignaient certains grévistes, ils ne l'avaient pas occupée. Et en quelques jours, profitant des maladroites du gouvernement, les employés de la vieille maison ont fait la preuve de leur maturité, de leur sens de l'organisation, de leur détermination : et le masque des « cols blancs » est tombé : les journaux ont parlé des « nouveaux OS » qui se conduisent « comme dans les usines », découvrant un peu tard que, là aussi, joue la loi des cadences et du rendement.

A l'origine du conflit, un débrayage d'une heure de deux services de la Banque, pour obtenir un changement dans les classifications. Appliquant une

loi de 1963; le gouverneur a aussitôt décidé de retenir un jour de salaire à chaque gréviste : un jour pour une heure ! C'était trop cher payé : aussitôt, les syndicats ont appelé à la grève avec occupation des locaux. La plupart des syndicats : CGT, CFDT, CFTC et autonomes. Mais comme toujours, la CGC adoptait une position ambiguë : elle se disait contre les retenues de salaires envisagées par le gouverneur, mais aussi contre la grève...

Le 7 mars, à huit heures du matin, le Gouverneur Wormser a demandé l'intervention des forces de police. Mais, loin de décourager les grévistes, cette mesure a eu pour effet de jeter dans la bataille les « tièdes », et de réaliser l'unité de tout le personnel contre le gouverneur : la CGC elle-même a dû se plaindre de la présence des gendarmes mobiles, qui occupaient tous les points

● CREDIT LYONNAIS : le fer de lance...

Dans la nuit du 4 au 5 mars, les grévistes du Crédit Lyonnais à Paris sont passés à une étape supérieure de l'action en occupant l'immeuble « Richelieu-Ménars ». Occuper Richelieu-Ménars, cela signifie : bloquer les entrées et les sorties de fonds à destination des agences parisiennes, paralyser la Bourse et les traitements de chèques, immobiliser l'informatique.

Pour mener avec succès une semblable opération « stratégique », il fallait une discrétion certaine. La CFDT et FO (animée par des militants L.O) d'accord ont proposé cette action à la CGT qui l'a refusée. La décision a été néanmoins maintenue, l'unification des forces des deux centrales CFDT et FO se faisant dans le comité de grève.

A l'assemblée générale quotidienne du lendemain, les travailleurs en grève avaient la possibilité de remettre en question l'initiative. Ils ne l'ont pas fait, apportant au contraire des forces nouvelles, à la vue d'une action dynamique.

La direction du Crédit Lyonnais a réagi très vigoureusement : assignation en référé de neuf délégués et demande d'expulsion. Plus surprenante a été la réaction de la section CGT qui a, dans une lettre à la direction rendue publique accusé celle-ci d'avoir laissé volontairement des « anonymes » et des « irresponsables » occuper un immeuble pour mieux refuser de discuter et attirer la répression. En lisant ce tract ainsi que d'autres allant dans le même sens, de nombreux travailleurs n'en ont pas cru leurs yeux.

Depuis la lutte des Lip, les juges se montrent prudents avant de décider l'expulsion de grévistes. Ils attendent que la situation « pourrisse », que la division syndicale ait découragé de nombreux travailleurs. Mais s'ils sentent que l'action est déterminée, menée avec « compétence », ils louvoient. C'est ce qui s'est passé dans le cas du Crédit Lyonnais. Le lendemain de l'occupation, le juge a mandaté un expert pour concilier éventuellement les points de vue dans une véritable négociation.

Provisoirement battue, la direction du Crédit Lyonnais a dû accepter la négociation. En contre partie, les travailleurs décidaient d'évacuer un autre immeuble, celui de Levallois, occupé dans la journée du vendredi 8 mars. C'est dans cette situation que démarrait la semaine présente, une semaine marquée par l'élargissement au plan national interbancaire de l'action. C.F.D.T., C.F.T.C., C.G.C. (SNB) et F.O. ont lancé le mot d'ordre de grève générale de durée indéterminée par 24 H. reconductibles. La CGT ne s'y est pas associée se contentant de signer le contenu de la plate-forme commune des revendications, une plate-forme qui reprend pour l'essentiel les mots d'ordre lancés voilà un mois, au Crédit Lyonnais : prime de 400 F., 20 points pour tous, auxquels s'ajoute la demande d'une refonte de la classification conduisant chaque travailleur de la banque à 30 points au-dessus de son ancien coefficient (soit environ 120 F.).

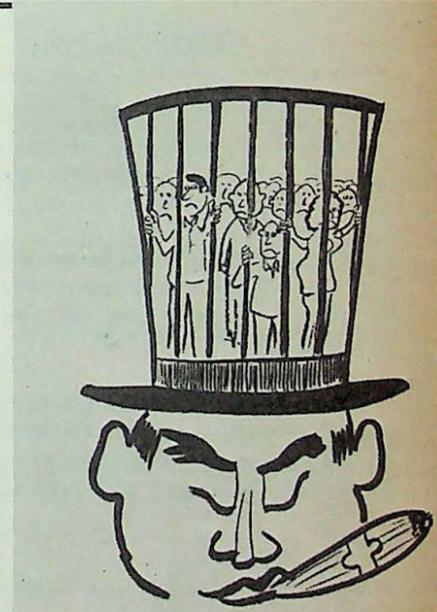
Une telle liste, élaborée à partir de l'action, rejette assez loin les propositions patronales de 3 % au 1er avril, tant au niveau de la quantité (montant) que la qualité (même augmentation pour tous). Comme le dit avec humour un délégué CFDT du Crédit Lyonnais : « La proposition aurait sans doute divisé les travailleurs si elle était arrivée cette semaine, au milieu de grèves de routine (débrayages tournant très minoritaires) que les syndicats avaient programmées, il y a un mois ! ».

Les travailleurs « à la base » en ont décidé autrement, ce qui n'est pas pour déplaire aux syndicalistes qui sont résolument à leur écoute. Dans un tract qu'il diffuse cette semaine, le syndicat parisien CFDT de la banque, déclare qu'il approuve l'action des grévistes du Crédit Lyonnais, fer de lance de la combativité actuelle des employés de banque, action marquée à la fois par « l'audace » et l'imagination « de nouveaux moyens de pression efficaces sur les banquiers ».

Ce tract rappelle opportunément : « La loi ne reconnaît pas l'occupation comme une arme légitime des travailleurs ? Cette thèse est elle du patro-

névralgiques de la banque : standard, télex, central électronique, etc... Plusieurs comptoirs de banlieue ou de province se sont joints au mouvement, à l'appel des syndicats du siège. A Paris, les grévistes se sont efforcés de paralyser toute intervention des personnels extérieurs à la Banque : l'opération « gaz oil » qui consistait à immobiliser des camions blindés devant les issues de la banque, a empêché les fourgons de la « Brinks » d'assurer les transferts de fonds ; les agents de caisse de leur côté avaient pris les dispositions pour qu'aucun billet ne puisse sortir de la banque.

Cette occupation active, beaucoup plus efficace que celle des jours précédents, a contraint le gouverneur à céder le jour même en acceptant le préalable des grévistes : l'évacuation de la Banque par les forces de police, et la mise en route immédiate de négociations avec paiement des journées de grève. Dans le même temps, le personnel des banques nationalisées, arrivant sur le devant de la scène après un mois d'agitation larvée, décidait de se mettre en grève illimitée à partir de lundi...



nat. Doit-elle être celle d'une organisation syndicale ? ». Et de rappeler que les associations de travailleurs étaient interdites et la grève illicite au siècle dernier jusqu'à ce que l'Etat des patrons soit contraints de « légaliser l'illégalité ». Sans oublier l'action des Lip, amenant entre autres le pouvoir à privilégier le paiement des salaires en cas de faillite.

Bien entendu, tout peut être repris si le rapport des forces en faveur des travailleurs s'affaiblit. D'où la nécessité de définir des revendications et des formes de luttes qui peuvent les unir, d'abord entre eux, puis aux autres travailleurs. M.C.

● OLIVETTI : la victoire

Reprise victorieuse après l'occupation du siège parisien du trust. Un accord a été passé avec la direction, qui prévoit notamment deux augmentations fixes de 60 F chacune le 1er mars et le 1er juillet, plus des augmentations des différentes primes, indexées sur les prix.

Le 1er mars au soir, une soirée spectacles de soutien avait lieu au « Bataclan » à Paris. Grosse affluence pour un spectacle de grande qualité : les Enfants Terribles, Bertin, Mouloudji, Béranger, Avron et Evrard, des films sur le Chili, etc. Un « plateau » qui valait largement ceux de l'Olympia de M. Coquatrix...

PS ?

● SAVIEM : jour après jour...

Les ouvriers de la SAVIEM, à Blainville, étaient appelés à se prononcer lundi sur le contenu des négociations entre la direction et les syndicats. Négociations qui se sont donc déroulées alors que les travailleurs occupaient toujours leur entreprise lockoutée. Les gars de la SAVIEM semblent avoir eu raison de ne pas céder à ceux qui voulaient faire cesser l'occupation « pour permettre la réouverture de l'usine ».

Voici le film des événements depuis le 27 février, date où le conflit a rebondi devant l'intransigeance patronale.

- 27 février : les ouvriers ont repris le travail la veille. Mais, devant les propositions quasi nulles de la direction, les syndicats décident de nouveaux débrayages. Un vote se déroule, qui décide l'occupation en cas de nouveau lock-out (3360 votants, soit 61 % — 2 055 pour — 1292 contre) ;
- 28 fév. : l'occupation répond donc au lock-out. Meeting, qui rassemble 2000 ouvriers (sur 6.400).
- 1er mars : sept délégués assignés en justice. Un jugement d'expulsion est rendu à la demande de la direction ;
- 4 mars : à 11 heures, l'huissier chargé de l'expulsion se présente à l'usine. Logiquement, les flics devraient suivre dans les 24 heures. Ils ne viendront pas ;
- 7 mars : l'occupation continue. Entrevue syndicats-préfet de région ;
- 8 mars : nouvelle entrevue direction-syndicats-préfet. Manif le soir à l'appel de la CFDT seule (1 000 personnes selon « Ouest France »).

En marge du conflit de la SAVIEM, d'autres points de crispation sont apparus : à Moulinex (4.300 ouvriers) qui connaît depuis trois jours une série de débrayages. A Fiers, où les travailleurs de Philips ralentissent les cadences. A Alençon où Singer débraye pendant deux jours. A la Tuilerie d'Argences, où la grève générale menace.

DERNIERE MINUTE :

76 % des travailleurs de la Saviem, à Caen, ont voté « pour les propositions de la rédaction concernant la réouverture de l'usine » et 24 % contre (il y avait 5 889 votants, soit 86 % de l'effectif de l'entreprise). La campagne électorale a été aussitôt ouverte entre la CGT et la CFDT pour les élections professionnelles, les deux syndicats se reprochant vivement leur attitude durant le récent conflit. Compte tenu des augmentations qui seraient intervenues par le jeu des indices, les travailleurs de la Saviem paraissent avoir obtenu 60 F environ et une fois pour toutes (pour un OS), auxquels s'ajoute une prime de 60 F payée par l'entreprise à chaque votant...

● BASQUES : le combat du désespoir



Il va maintenant y avoir un mois qu'une quarantaine de Basques, dont trois femmes, font la grève de la faim à Bayonne. 36 d'entre eux, après avoir été expulsés manu militari de la cathédrale ont trouvé refuge à l'aumônerie Marracq, proche du lycée ; sept autres sont à la Chapelle Saint-Amande, à la périphérie de Bayonne. Depuis le 26 février, à Paris cette fois (12 rue Censier), d'autres Basques se sont solidarisés avec ceux de Bayonne en entamant à leur tour une grève de la faim, tout comme l'ont fait également des Basques réfugiés à Louvain (Belgique).

La détermination des grévistes, la dureté de leur mouvement font aujourd'hui craindre le pire, en particulier pour ceux de Bayonne qui sont dans un état de faiblesse très prononcé : déjà, une dizaine d'entre eux ont été hospitalisés mais refusent toute perfusion, ainsi que toute nourriture. Certains souffrent de troubles cérébraux, d'autres de troubles cardiaques ; tous sont au bord du coma. L'obstination de l'administration et, plus généralement du Pouvoir, l'indifférence relative de la population de Bayonne peu motivée sur la question basque, tout concourt au pourrissement de ce combat du désespoir. Faudra-t-il attendre l'irréparable pour qu'enfin on daigne prendre en compte les justes revendications des Basques ? Ceux-ci veulent notamment :

— l'annulation des mesures administratives qui les frappent dans le Pays basque nord (interdiction de séjour ; assignation à résidence) ; La régularisation de leur situation (carte de séjour, permis de travail) ; qu'aucune expulsion ne soit prononcée sans jugement préalable.

Les grévistes de Bayonne ont placé quelque espoir dans le remplacement de Marcellin par Chirac. Jusqu'à maintenant, ils n'ont guère vu la différence... Pour en avoir le cœur net — sait-on jamais — Yves Le Foll a adressé une question écrite au nouveau ministre de l'Intérieur pour lui demander sa position sur le cas des Basques.

● BUMIDOM : le procès du pouvoir colonial

Les 15 et 16 mars le Bureau des Migrations des départements d'outre-mer (BUMIDOM) traîne en correctionnelle les auteurs d'un article paru dans le numéro 8 de « Combat réunionnais », l'organe de l'Union Générale des Travailleurs Réunionnais en France (UGTRF). Ce sera pour les travailleurs français et les travailleurs émigrés des DOM-TOM, en mé-

CORRESPONDANCES

● A DUNKERQUE, un tract distribué par la section PSU, et qui illustre bien les méthodes utilisées par les frères Willot (dont le procès est en cours) pour s'emparer des poches. En 1971, les Dalton du textile rachètent à bas prix une entreprise de St-Pol-sur-Mer, le Comptoir linier, qui vient de fermer ses portes. Ils promettent — à grands coups de trompette dans la presse locale et à un grand renfort d'exonérations fiscales — la création de nouveaux ateliers devant employer « un millier de travailleuses ».

Trois ans après, en 1974, un seul atelier fonctionne, qui emploie quelques dizaines d'ouvrières. Le directeur local, un certain Maupin, reconnaît : « nous avons pris un peu de retard, mais l'objectif des mille emplois demeure ». Peut-être ignore-t-il, le cher homme, que la société-mère Agache-Willot (la boîte des quatre frères) a déposé, depuis juillet 73, une demande de permis de construire 367 logements sur le terrain de l'ancienne usine ? Sacrés Willot !

● NON AUX FOYERS CASERNES ! C'est le cri unanime des jeunes travailleurs de la SNCF de la région parisienne, qui mènent actuellement une bagarre pour avoir le droit de ne plus être considérés comme des gamins que l'on vient border dans leurs lits. Logements décentes, pas de vigiles, droit de visite ! C'est vrai, quoi : au boulot, la SNCF les exploite bien comme des grands...

● A LA SEIMA, à St-Clément, dans l'Yonne, la bataille pour l'emploi est engagée. Dans cette usine qui fait partie d'un groupe qui fabrique du matériel de signalisation automobile, le patron s'apprête à licencier 183 travailleurs (sur 1 500). Prétexte : la crise du pétrole, pardi. Vraie raison : depuis deux ans, les travailleurs ont essayé de s'organiser et ont notamment mené une bataille victorieuse en février 73 (TS 568). Le patron, un an après, règle ses comptes. Déjà neuf travailleurs vidés pour « faute grave », par hasard parmi les plus combattifs. Aujourd'hui, l'annonce de la charette. Conditions de travail difficiles (milieu rural, main-d'œuvre étrangère et femmes en écrasante majorité). Une jeune section CFDT qui tente de contrer la direction et de faire l'unité des travailleurs. La section PSU de Sens tente de donner un coup de main de l'extérieur. Mais c'est dans la boîte que se trouve la clé du succès. Bataille difficile. A suivre.

● AIX-EN-PROVENCE : 27 ouvriers en grève (sur 35) à l'usine d'embouteillage des eaux d'Aix. Un mouvement qui dure depuis le 22 janvier, suite au licenciement de deux délégués CFDT. Conditions de travail et salaires dégueulasses. Le patron est un petit potentat local qui règne sur les casinos d'Aix, Cassis et Carry, des hôtels, des restaurants. Il a déjà été condamné par un jugement en référé pour l'embauche d'intérimaires pour briser le mouvement. A Aix, petite ville peinarde, on commence à s'agiter : meetings, marches, manifs : de plus en plus de monde. Contact : comité de soutien UL-CFDT, place des Martyrs de la Résistance. Allez y voir.



Fontanet ne s'y attendait pas. Plusieurs dizaines de milliers de lycéens dans la rue à Paris, apostrophant l'ancien-nouveau ministre de l'Education nationale : « Fontanet, assez sélectionné », « A bas la loi Fontanet ». Pour une rentrée, c'était une rentrée : elle sentait bon le printemps. La province aussi a bougé : Saint-Brieuc, Lyon, Perpignan, Tours, Narbonne, etc... Le début d'une campagne de sensibilisation sur la loi Fontanet ?

● RATEAU : le durcissement

Chez Rateau (La Courneuve) l'heure est à la mobilisation générale. Les juges des référés s'étaient montrés compréhensifs le 12 février, en se donnant un délai d'enquête et de réflexion de trois semaines. Maintenant, alors qu'on entame la sixième semaine d'occupation, les juges reculent : mardi à huit heures, les ateliers devaient être libérés par les travailleurs...

La veille s'est tenue une conférence de presse qui réunissait les représentants des centrales ouvrières, Henri Krasucki (CGT) et Michel Rolant (CFDT), ainsi que les responsables des sections locales et des fédérations. On y a exposé un véritable plan de bataille :

● pas question de quitter les lieux : « Si les forces de l'ordre intervenaient, a dit Krasucki, ce serait une provocation » ; « Nous ne partons que contraints et forcés » ont précisé les délégués de la section CFDT.

● il faut renforcer le soutien aux travailleurs de Rateau : un plan de collecte — qui prévoit notamment pour mercredi 13 une journée de délégations des entreprises de la région parisienne — doit rapporter un million de francs d'ici la fin de la semaine (chaque travailleur pourra ainsi percevoir 500 F et des compléments par personne à charge).

● la solidarité est organisée conjointement par les centrales à plusieurs niveaux : mardi 12, appel à la grève de 9 h à 12 h, sur tout le département de la Seine Saint-Denis (la CGC et FO ne s'y sont pas associées) ; mercredi 13, journée d'action pour la région parisienne, avec échange de délégations, et concertation dans toutes les entreprises du groupe Alstom ; enfin, pour le début de la semaine prochaine, grève possible de la métallurgie dans toute la France...

Il fallait une riposte massive aux fins de non-recevoir de la direction, à ses appels à l'intervention de la police. Lorsque trois cents travailleurs de Rateau se sont rendus l'autre jour en délégation au siège de

l'Alstom-CGE, ils ont été « reçus » par les garde-mobiles. Et la direction est restée ferme sur ses positions.

Conditions inacceptables évidemment pour les travailleurs de Rateau qui — référence ou non à Lip, peu importe ! — tiennent à leur emploi et à leur outil de travail. Et les « chers collaborateurs » — comme on appelle les ouvriers chez Rateau — savent aussi mettre les pieds sur la table...

● PEDERNEC que fera Doux ?

Après nomination d'un médiateur, un accord semblait possible, bien que la grille d'augmentation des salaires ne soit pas hiérarchisée, ni uniforme pour tous : de 62 centimes à 36 à l'embauche (pour 7 mois à un / deux mois d'ancienneté), de 56 centimes à 82 au 1er avril.

Doux, prétextant que l'élevage des poulets chez les aviculteurs était stoppé à cause de la grève de ses ouvriers et que la naissance des poussins était longue à remettre en marche, le travail ne pourrait reprendre qu'à partir du 13 mai.

Arguments réfutés par les travailleurs. Si vraiment le mouvement avait fait stopper la production chez les aviculteurs, cela aurait fait du bruit dans la région. En fait, la production était orientée vers les trois autres abattoirs Doux. Pour tous ces motifs, les travailleurs ont refusé de signer le protocole d'accord.

Le 11 mars, cessation de la grève et décision a été prise de se présenter aux portes de l'usine pour la reprise du travail, pour pouvoir bénéficier du chômage technique. Que fera Doux ? On connaîtra son attitude dans les prochains jours.

Information solidarité : grâce aux ventes sauvages organisées par les comités de soutien, où nos camarades du PSU et de la CFDT sont très actifs, les grévistes ont pu recevoir pendant ces deux mois et demi de grève un salaire presque normal.

tropole, l'occasion de démasquer la politique de l'émigration du BUMIDOM, organisme d'Etat et de mettre en pleine lumière les causes de cette politique : le colonialisme français, en cherchant à briser les liens de solidarité et de soutien entre émigrés et peuples réunionnais et antillais en lutte, en poursuivant leurs militants, en organisant une émigration qui est un véritable déplacement de population, forcée, encadrée, surveillée, révèle qu'il a peur des situations révolutionnaires qui se développent dans ces pays, confettis de l'Empire Français (voir le grand succès de la journée de mobilisation populaire contre la vie chère et pour l'augmentation des salaires, le 18 février, à l'île de la Réunion). Et cela révèle aussi que le système colonial est tout entier au service des sociétés capitalistes françaises pour leur fournir de la main-d'œuvre à bon marché. Tout comme la « Coordination nationale des Comités Français-Immigrés » et d'autres organisations, le PSU sera aux côtés des camarades de l'UGTRF et des DOM-TOM pour dénoncer l'exploitation systématique opérée par le BUMIDOM serviteur du pouvoir colonial à abattre.

(L'UGTRF a récemment publié une excellente analyse ronéotée sur la politique française de l'émigration DOM-TOM. 85 rue Pixérécourt, Paris-20e).

à quoi sert

L'argent des scandales?



141-143, av. de Wagram : naguère l'ambassade d'Israël...

Une histoire de fraude fiscale qui porte sur la bagatelle de quarante milliards d'anciens francs, ce n'est pas banal.

C'est même suffisamment important pour que le carnet d'adresses bien fourni d'un des principaux intéressés ne suffise pas à étouffer l'affaire, même au prix de la combine classique de « la transaction ». L'arrestation du directeur général de la société Gaumont, Jean Rebotier, a déjà fait couler pas mal d'encre. Il semble pourtant que tout n'ait pas été dit. Pourquoi ?

L'affaire remonte à plus de deux ans déjà. A cette époque, des inspecteurs du fisc un peu curieux mettent leur nez dans les comptes d'un certain nombre de sociétés immobilières soupçonnées de pratiquer la fraude classique des fausses factures, les « taxis », en terme de métier.

Le procédé est bien connu, il remonte déjà aux années 50, et il était pratiqué à l'époque par les ferrailleurs. Il consiste à utiliser les services d'un homme de paille — le taxi — qui facture à un industriel un certain nombre de services fictifs, toutes taxes comprises. L'industriel paie effectivement le taxi, puis récupère aussitôt son argent, moins une petite commission. Il lui reste à déduire de ses déclarations de chiffre d'affaire (TVA) les taxes portées sur les fausses factures. Archicourant.

Même procédé repris par les margoulines de l'immobilier, avec une amélioration : cette fois la fraude ne repose pas seulement sur la TVA, mais sur l'intégralité des sommes prétendument versées à des intermédiaires complices, sous couvert de fausses commissions, de faux honoraires, de faux travaux d'études. Exemple : un programme immobilier procure 2 millions de NF de bénéficiaires. Si l'on peut justifier d'un million de faux frais, reste seulement un million imposable. Nos inspecteurs un peu curieux mettent ainsi en cause une filiale immobilière de la banque d'Indochine, la société AGIM, qui a détourné plusieurs centaines de millions d'anciens francs.

Jusqu'ici, rien de très fracassant. Le marché de l'immobilier, depuis quelques années, nous a habitués à ce genre de tripotages que la loi fait, de temps à autre, semblant de réprouver.

Sociétés bidons

Où l'affaire se corse, c'est que ces mêmes inspecteurs — décidément beaucoup trop fouineurs — toujours en chassant le « taxi » d'une société à une autre, découvrent un beau jour une organisation de fraude d'une toute autre ampleur, et d'une rentabilité bien supérieure : il ne s'agit plus seulement cette fois de fausses factures, mais de ventes fictives de terrains à des sociétés fictives, créées pour la circonstance, et dont le rôle était de multiplier par trois ou quatre la valeur réelle d'un terrain. Exemple : Une société civile immobilière

veut acquérir un terrain vendu 200 millions. Elle crée une société fictive, avec un siège social-fantôme et un PDG-bidon, qui se charge, elle, de l'achat du terrain. Lequel est revendu ensuite (pour du beurre) à la dite société civile immobilière, pour 600 millions d'anciens francs.

Double intérêt. Le premier : la SCI se trouve propriétaire d'un terrain de 600 millions (valeur certifiée par l'acte de vente du notaire) qu'elle a en fait seulement payé 200 millions. Plus-value immédiate, avant même tout début de réalisation du programme immobilier : 400 millions.

Deuxième intérêt : toute cette combine peut être réalisée sans un sou vaillant. Il suffit d'emprunter auprès d'une banque. Mais une banque ne peut prêter que 80 %, encore faut-il un apport personnel de 20 % ? Rapide calcul : 80 % de 600 millions = 480 millions. Pour un terrain en réalité acheté 200 millions. Il y a même du rabiot... Voilà pour l'organisation. Juteux, comme en voit.

Passons aux hommes et aux sociétés mises en cause. Nos confrères de la grande presse ont été intarissables sur la personnalité d'un des principaux accusés. Il est vrai que l'homme a une certaine « surface ».

Jean Rebotier, 54 ans, directeur de la société Gaumont, PDG de la société Eclair-Journal, chevalier de la Légion d'Honneur, officier de l'Ordre du Mérite (au titre du Ministère des Finances !), ancien président de Chambre au Tribunal de Commerce de Paris, ami personnel — paraît-il — de M. Pierre Juillet, le tout puissant conseiller du Président de la République... Ouf ! Il y a, effectivement, de quoi exciter la verve journalistique.

Dans la combine en question, M. Rebotier avait le rôle respectable, à la tête de la S.A. Fininco (aujourd'hui Lefort-expansion) qui a pignon sur rue. C'est à la Fininco qu'étaient revendus, par l'intermédiaire d'une bonne dizaine de sociétés fictives, les terrains sur-évalués. C'est à elle que s'ouvrait tout large le crédit bancaire — provenant toujours de la même banque, la SAH (Société Auxiliaire Hypothécaire) une filiale immobilière de « La Paternelle ». Rebotier est aujourd'hui en tôle. Avec lui — et avant — six ou sept PDG ou gérants des sociétés fantômes en question : on vous épargne les noms des uns et des autres. Du petit gibier sans intérêt.

Beaucoup plus intéressant, en revanche, les deux lascars actuellement en fuite, et qui semblent bien avoir été les têtes pensantes, et les véritables patrons du trafic. Le premier s'appelle Tibor Hajdu, un Hongrois réfugié en Europe occidentale depuis 1956. Drôle de personnage, arrivé en France via la Suisse. Une biographie pleine de trous et une fortune inexplicable, sauf si l'on veut bien tenir compte de la seule explication qu'il donne lui-même : « En quittant la Hongrie, j'emportais avec moi 80 kg d'or fin... »

Le second, encore plus mystérieux et intéressant, s'appelle aujourd'hui Samy Flatto, après avoir longtemps porté le nom qui lui vient de sa Pologne natale, Salomon Sijewcz. Mêlé à des trafics divers, de toutes sortes, en coquetterie avec la plupart des polices d'Europe, impliqué dans une précédente affaire de fraude, en France, depuis 1963. Une affaire qui, depuis onze ans, est toujours en cours d'instruction, après que le juge qui en était chargé initialement ait été dessaisi du dossier, passé depuis en des mains apparemment peu diligentes.

Or, de tout cela, la presse a peu parlé. Ou pas du tout. Comme si elle était obnubilée par la seule personnalité de Rebotier. Rebotier, certes, est intéressant. Ses liens avec l'UDR aussi — et ce n'est probablement pas un hasard si ses trois défenseurs sont des avocats liés au régime, dont le célèbre Lemarchand. Intéressant aussi de savoir qu'il représentait à la société Gaumont, les intérêts de la Compagnie des Compteurs de Montrouge, filiale de Schlumberger (PDG Jean Riboud).

Coïncidences...

Mais c'est justement là où le bât blesse, et où le manque de curiosité de nos confrères devient suspect. Car comment expliquer qu'un Monsieur aussi en vue que Jean Rebotier se soit trouvé lié — et semble-t-il tenu — par deux faisans tels que Hadju et Flatto ? Ne serait-ce pas que les deux escrocs sont un petit quelque chose de plus que des escrocs ? Qu'ils représentent des intérêts qui dépassent leurs seules personnes ? Qu'ils ont derrière eux des appuis, au moins aussi solides que ceux de Rebotier, des groupes financiers, voire un lobby, un lobby puissant en France et lié à des intérêts étrangers ?

Comment se fait-il, qu'à part le Carnard Enchaîné, personne n'ait jamais dit que Flatto avait trouvé refuge en Israël, qu'il habite présentement l'hôtel Hilton de Tel-Aviv ? Comment se fait-il qu'on ait, au contraire, dans une certaine presse (d'extrême-droite) cherché à faire croire que le lieu de retraite des deux hommes est l'Amérique latine ? Pour brouiller les pistes ? Au profit de qui ? Pourquoi personne n'a-t-il encore souligné que l'avocat de l'un des hommes de paille de Flatto est Me Garson — défenseur attitré de l'Aurore, membre

du Centre Démocrate et sioniste notoire ?

Personne, apparemment, n'a posé ce genre de questions. De même que personne n'a relevé quelques détails de l'affaire qui paraissent pourtant bigrement intéressants...

Le fait, par exemple, que l'une des sociétés que dirigeait Flatto, ait eu un contrat pour la construction d'une gare dans une capitale étrangère. Tel Aviv. Le fait, autre exemple, que l'argent détourné au fisc était placé dans une banque en Suisse. Une banque israélienne. Le fait, troisième exemple, que l'une des fructueuses opérations montées par le groupe Flatto, ait porté sur l'achat et la revente d'un terrain sis 141-143 avenue de Wagram à Paris, terrain où s'élevait naguère les locaux d'une ambassade. L'ambassade d'Israël.

Une série de coïncidences...

... et questions

Qui appelle une série de questions que nous aimerions bien ne pas être les seuls à poser. A commencer par la plus évidente : à quoi servait l'argent ?

Certes, on a parlé de quelques millions versés, par-ci par-là, dans les caisses électorales des partis de la majorité. Vraisemblable. Mais insuffisant : la fraude porte — on le rappelle — sur quarante milliards d'anciens francs. Soustraites les commissions, probablement grassouillettes, des uns et des autres, à quoi a servi le reste, le gros reste ? Dans l'état actuel du dossier, on peut simplement, au conditionnel, ouvrir quelques pistes. Histoire d'orienter les recherches.

Rappeler, pour commencer, que la cause sioniste a conservé le soutien actif d'une majeure partie de la bourgeoisie française, tous courants confondus, et nonobstant l'arabophilie officielle du régime. Que, depuis 67, l'embargo décrété par de Gaulle sur les armes à destination d'Israël, n'a pas toujours été, semble-t-il, d'une rigueur absolue. Que, comme par hasard, Flatto a quelque peu tâté, avant l'immobilier, du trafic d'armes. Tout comme ce curieux M. Kamous, trafiquant notoire, dont la presse a beaucoup parlé lors de sa disparition en plein Paris il y a deux mois. Disparition qui coïncide avec celle de Flatto, qui occupait à Paris un appartement voisin du sien. Que les services secrets israéliens ont été particulièrement actifs — et singulièrement libres de leurs actes — sur le sol français ces deux dernières années.

Et si, derrière les colis piégés qui ont tué Boudia et Hamchari, les balles qui ont abattu Koubaïssi, on trouvait les milliards échappés au fisc français dans la combine Rebotier-Hedju-Flatto ?

Allons, décidément, Tribune Socialiste ne sera jamais un journal sérieux...

Bernard LANGLOIS

de l'énergie pour qui, pour quoi ?

Même lorsqu'elles partent d'une bonne intention, les décisions du gouvernement ont toujours quelque chose de désolant. Ainsi, un très important programme énergétique vient d'être lancé pour les années à venir. Objectif : réduire la dépendance de notre économie à l'égard de l'extérieur. Comment ne pas être d'accord avec cette volonté d'indépendance puisque le degré de liberté économique d'une expérience socialiste sera une des clés de sa réussite ? Mais en même temps, comment ne pas voir que cette nouvelle politique gouvernementale prend forme dans de bien médiocres conditions.

Car voici de nombreuses années que le pouvoir sait qu'une politique de l'énergie à trop bon marché est dangereuse pour deux raisons : premièrement, parce que le prix du pétrole est largement fonction du rapport de force entre le monde arabe et l'occident et deuxièmement, parce que lorsque le prix d'un bien est anormalement bas, on est amené à le gaspiller.

Tels sont donc les motifs pour lesquels la gauche a toujours souhaité que l'indépendance énergétique française soit mieux assurée et, par conséquent, que notre pays se dote des moyens nécessaires à la production d'énergie nucléaire. Si le pouvoir n'a pas suivi cette ligne jusqu'à la semaine dernière, c'est parce qu'il a toujours considéré que son rôle premier était de fournir à l'industrie de l'énergie au meilleur prix. Il a même aidé la société nationale E.D.F. à offrir aux grandes entreprises des tarifs préférentiels.

Voici qu'aujourd'hui le gouvernement semble prendre brusquement conscience des dangers d'une telle orientation et décide la mise en chantier de 13 nouvelles centrales nucléaires. Retour à une plus saine conception de l'approvisionnement

énergétique ? Oui, en partie, mais dans de mauvaises conditions, et voilà ce qui est désolant. Car on ne négocie pas sainement un marché de plusieurs dizaines de milliards de francs en quelques jours ; le résultat est alors partiellement contraire à celui escompté, c'est-à-dire d'une part une liaison plus étroite entre les sociétés françaises (Creusot-Loire et CGE), production des centrales, avec les propriétaires des licences de fabrication des filières nucléaires respectivement Westinghouse et General Electric, deux géants américains, et d'autre part, l'obligation pour EDF de recourir au marché international des capitaux pour financer ces énormes et brusques dépenses.

En plus des points évoqués ci-dessus, il reste en suspens deux graves questions qu'il ne fallait évidemment pas s'attendre à voir aborder par Pierre Messmer. La première est celle de l'Europe et la seconde celle des finalités de la croissance.

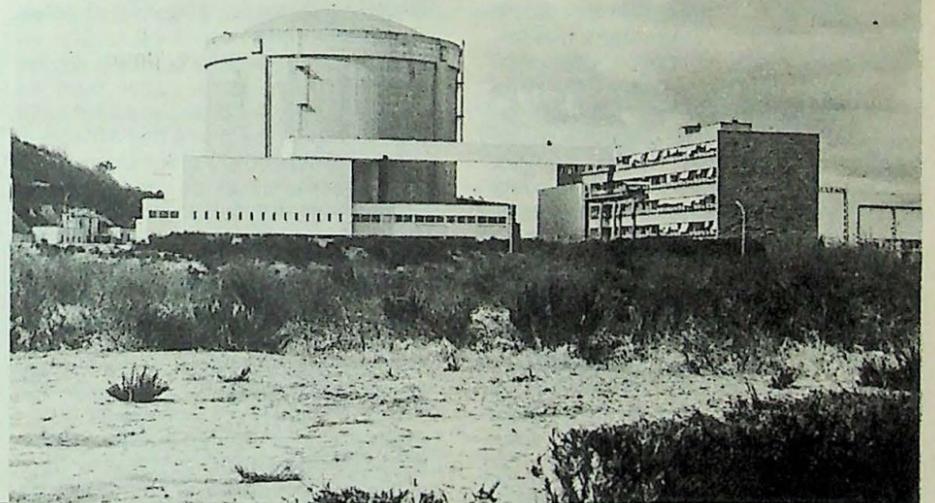
Si nous n'avons évoqué jusqu'ici que le problème de l'indépendance énergétique de la France, c'est par souci de simplification. Car la réalité est que le juste niveau auquel il se pose est celui de l'Europe : le coût

en recherche et en investissements d'une production d'électricité nucléaire totalement indépendante des Etats-Unis exigerait que la charge en soit répartie sur l'échelle européenne. Mais, les récents événements le démontrent à nouveau, l'Europe n'existe pas et ne peut pas exister dans le cadre capitaliste ; les intérêts privés prédominent et contraignent les gouvernements (quand ceux-ci ne sont pas les émissaires directs de la bourgeoisie d'affaire) à passer les accords les plus avantageux, qui ne sont pas toujours, tant s'en faut, des accords européens. Bref, le capitalisme n'a pas d'intérêt spécifique au niveau européen et on ne voit pas pourquoi, dans ces conditions, il se soucierait d'une quelconque indépendance européenne. Devant la nouvelle politique du gouvernement Messmer, il faut donc dire que tout progrès sur la voie de l'autonomie économique par rapport aux approvisionnements énergétiques et par rapport à la tutelle américaine est bon à prendre, mais il

faut aussi comprendre que seule une solidarité socialiste d'abord à l'échelle nationale mais aussi à l'échelle européenne, est capable de se donner les moyens d'une telle politique.

Reste enfin la question des finalités de la croissance. Il ne s'agit pas dans ces quelques lignes d'aborder l'ensemble de ce vaste thème. Constatons seulement que le pouvoir n'a tiré aucune leçon de la crise de l'énergie. Son objectif reste invariablement le même : produire pour consommer et consommer pour produire. La substitution progressive de l'électricité nucléaire aux hydrocarbures est donc uniquement une modification dans les moyens techniques de la croissance. Pouvait-on sans naïveté attendre autre chose de ce pouvoir ? Tout démontre qu'il n'a pas de projet économique ni de projet politique autre que celui de conserver. Dès lors, le plan énergie de Pierre Messmer peut intéresser les chefs d'entreprises car il vise à assurer le maintien de la croissance de type capitaliste ; mais il n'intéresse guère l'ensemble de la population qui attend précisément la reconversion de cette croissance dans le sens de l'intérêt collectif.

Jacques GALLUS ■



ça pue le pétrole

Dans tous les pays importateurs de pétrole, le « scandale pétrolier » se développe à un rythme différent. Aux Etats-Unis, le sénateur Jackson accuse le Cartel international du pétrole d'avoir favorisé dans une première étape la hausse du brut par les pays Arabes, puis d'en avoir profité en « organisant » les hausses et les super-profits. En Italie, deux juges d'instruction style le juge grec de « Z », s'attaquent aux compagnies pétrolières qui, par dizaines de milliards de livres ont « arrosé » les partis au pouvoir pour bénéficier de hausses ou d'avantages financiers. Au Japon, les représentants de 12 compagnies pétrolières passent en accusés devant le parlement, tandis que la foule dehors réclame leur peau. Partout, le scandale s'installe, et les compagnies pétrolières sont mises en accusation.

En Italie et au Japon, le niveau des accusations et l'importance du scandale, prennent un tour sérieux et provoquent des remous politiques considérables. Mais il est évident aussi, même dans ces deux pays, que quels que soient ces remous, tout finira dans l'ordre capitaliste : quelques dirigeants de compagnies seront condamnés, quelques hommes politiques de deuxième rang verront finir leur carrière, des amendes seront versées par les compagnies...qui promettent sans aucun doute de se tenir sages à l'avenir.

Et pourtant, l'Italie, avec son secteur pétrolier nationalisé (l'ENI fondée par feu Mattei) est de tous les pays capitalistes, le mieux armé pour briser la politique multinationale du cartel pétrolier ; on peut même penser que les informations, ou certaines d'entre elles, qui ont été fournies aux deux juges menant l'enquête, ont été lâchées par des hommes de l'ENI. Mais depuis la mort de Mattei, le secteur pétrolier national italien s'est, en quelque sorte, intégré au jeu national d'ententes de prix et de partage du gâteau auquel se livrent les grands du cartel. C'est ainsi qu'une filiale de l'ENI, l'ANIC, avait été fondée pour la production de fibres chimiques et pour empêcher le jeu monopoliste des prix pratiqué par les filiales des grandes compagnies : hélas, trois fois hélas, l'ANIC s'est trouvée naturellement amenée à pratiquer les prix de l'entente voisine.

Et la France ? En France, il y a également un secteur étatique : ELF-ERAP, qui représente 25 % du marché français, auquel il faudrait adjoindre les 40 % de parts de

l'Etat dans la Compagnie Française des Pétroles. Mais les règles de libre concurrence n'existent pas, et le gouvernement français ne veut pas ou ne peut pas se servir du secteur national pour contrôler ou contrôler la politique de prix des sociétés privées. Ainsi, le marché national est « organisé » et l'Etat se contente d'arbitrer la répartition du marché national entre les différents protagonistes.

En gros, on peut donc dire que le rôle de l'Etat est de servir la cause du Cartel international, sous réserve de limites « raisonnables ».

En matière de prix, les contrôles exercés par la Direction des prix sont toujours des contrôles a posteriori : lorsque les compagnies demandent un déblocage des prix industriels (exemple : le prix du benzène et du naphta actuellement en cours de détermination) cela se passe un peu comme une discussion de maquignons : j'en veux tant, tu en veux tant, coupons la poire en deux...

l'Etat et les trusts

Aucune étude sérieuse n'est entreprise au niveau de la structure interne des prix des produits pétroliers et tout se passe entre gens du même monde. En matière d'essence par exemple, la hausse du prix de l'essence décrétée par le gouvernement il y a six semaines, s'est traduite par une augmentation considérable des profits des compagnies, alors qu'il aurait été judicieux d'en profiter pour réduire le pourcentage de marge des dites compagnies. Il est vrai qu'en Belgique, au mois de janvier, le refus du gouvernement belge d'augmenter le prix de l'essence, s'est traduit par un boycott, par les compagnies pétrolières, des approvisionnements du marché intérieur :

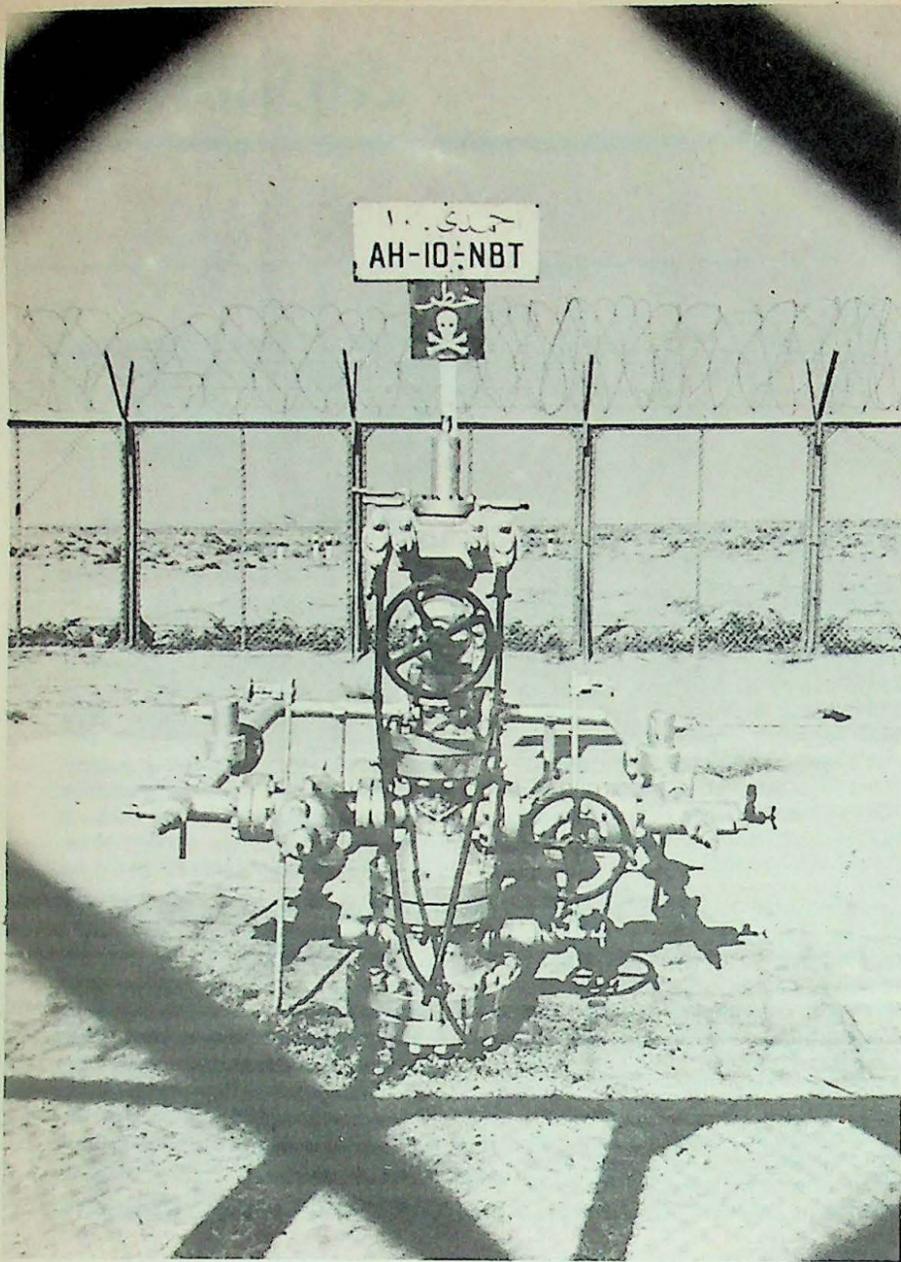
et de toute manière, le gouvernement belge a dû céder.

Tout cela pose le problème des rapports entre l'Etat capitaliste et les grandes compagnies pétrolières, ainsi que le rôle de cet Etat...

La crise de l'énergie et des matières premières accentue, comme ont vu de le voir, les contradictions entre l'Etat et le Cartel international. Sous la pression de l'opinion publique ou de certains secteurs industriels situés en aval de l'industrie pétrolière, l'Etat est amené à « réagir » et cela peut prendre le tour de crise politique comme en Italie ou au Japon. Mais ces réactions de l'Etat sont somme toute limitées : l'Etat capitaliste, par définition, est le gendarme de l'ordre capitaliste, il arbitre les différents intérêts antagonistes, et finalement, doit accepter que les secteurs capitalistes hégémonistes le restent. Enfin, face à la puissance du Cartel international pétrolier, super-grand des firmes multinationales, son rôle est d'atténuer les chocs, d'autant plus que le poids spécifique au sein du Cartel, est représenté par les Etats-Unis.

La politique de Michel Jobert qui consiste à traiter directement avec les Etats producteurs constitue indéniablement un effort louable de l'Etat capitaliste de s'affranchir partiellement de la tutelle du Cartel, mais on aimerait savoir qui raffiner le pétrole acheté ainsi, dans quelles conditions sera effectué le partage du gâteau entre les cinq grands qui dominent le marché français : sur ce sujet, le gouvernement a été d'une discrétion touchante. Ainsi, la soi-disant politique d'indépendance nationale du gouvernement a des limites bien tracées. Le Mattei français n'est pas encore né, et s'il naissait un jour, ses jours seraient sans doute comptés...

Jean VERGER. ■



L'Océan Indien est bien gardé : il suffit de faire l'inventaire des implantations militaires pour s'en convaincre. Toutes les bases de la zone ont certaines caractéristiques communes : importance des installations de télécommunications, bases navales (pour sous-marins) et bases aériennes. Il s'agit des points d'appui indispensables à des stratégies conçues pour couvrir l'ensemble de la zone avec le maximum de mobilité. La version la plus « sophistiquée » de cette présence militaire est l'unité navale autonome stationnée en permanence en haute mer. Pour l'instant, seuls les USA et l'URSS entretiennent — en plus de leurs bases respectives — des flottes vraiment opérationnelles.

Pour les besoins de leurs communications, les Etats-Unis disposent de bases à Kagnew (Erythrée, Ethiopie), aux Seychelles, à Madagascar et bientôt aussi à La Réunion. La base de Kagnew, qui est parmi les plus grandes bases américaines de télécommunications dans le monde, permet la liaison permanente entre Washington et les navires de guerre autour de l'Afrique, au Moyen-Orient, et dans l'Océan Indien. Les installations aux Seychelles et à Madagascar (Imerintsiatosika, à 30 km de Tananarive), sont du type NASA, c'est-à-dire spécialisées dans les communications par satellites. Officiellement, elles n'ont pas de rôle militaire, mais il est permis d'en douter, vu l'importance qu'attachent les grandes puissances à l'espace pour exercer leur surveillance sur une échelle planétaire et le nombre de satellites militaires qui gravitent autour de la terre.

A La Réunion, les Etats-Unis construisent avec la France une énorme antenne pour la navigation maritime. Cette station, baptisée Omega, est la huitième d'une chaîne mondiale dont la fonction militaire est d'assurer les communications radio dans tous les points du globe avec les sous-marins nucléaires. La collaboration franco-américaine laisse supposer que la France profitera du système mis en place par les Etats-Unis non seulement pour sa navigation civile, mais aussi pour sa force de dissuasion navale — et en particulier ses sous-marins nucléaires.

Outre ces installations de télécommunications, les Etats-Unis ont leurs bases

militaires proprement dites, tant navales qu'aériennes. L'une se trouve en Ethiopie, au sud de la capitale, Addis-Abeba. En plus de la partie nord de l'Océan Indien, le Pentagone peut ainsi couvrir une bonne partie de l'Afrique et du Moyen-Orient. D'autant que vers le nord, la même présence américaine est parfaitement assurée par les très importantes bases installées en Iran.

les grands alliés

La partie sud de l'Océan Indien est contrôlée sur le plan militaire par la base américano-britannique de l'île de Diego-Garcia, minuscule bout de terre faisant partie du groupe des Seychelles et autrefois rattachée à l'île Maurice. Cette base nommée BIOT (Territoire britannique de l'Océan Indien) va être aménagée, ont décidé conjointement les Américains et les Britanniques le 6 février 1974, « dans l'intérêt de l'occident et pour faire contrepoids aux activités croissantes des Soviétiques dans l'Océan Indien » (1). En plus du centre de radio-communications déjà existant, de nouveaux mouillages vont être créés (y compris pour sous-marins nucléaires ?), la piste d'atterrissage agrandie, de nouveaux dépôts de carburants construits (2). En plus de tout cela, il faut tenir compte de l'accès facile qu'ont les Etats-Unis dans des pays comme l'Afrique du Sud, le Mozambique, etc. et des accords secrets qui existent au niveau de l'OTAN avec l'Afrique du Sud.

La Grande-Bretagne, bien que contrainte depuis quelques années à réviser sa politique « à l'est de Suez » n'est pas absente de la scène. A l'île Maurice, dont les Anglais gardent en grande partie le contrôle économique et politique, une importante base de télécommunications est en voie de construction. Des accords de défense passés avec le gouvernement mauricien en 1968 sont toujours en vigueur.

En Afrique du Sud, les Britanniques sont restés les alliés les plus fidèles, et de loin les plus importants du régime de Pretoria (bien que les Français depuis quelques années revendiquent avec obstination un « honneur » semblable...). L'accord sur la base navale de

Simmonstown, conclu en 1955, a bien été remanié dans le sens d'une plus grande autonomie sud-africaine, mais la Grande-Bretagne est restée partenaire. Le but de l'accord n'a pas changé : « assurer, par les efforts combinés des forces navales respectives des deux pays, la sécurité des routes maritimes qui contournent l'Afrique australe ». L'Afrique du Sud s'y emploie aussi seule : une nouvelle base navale sera construite à Durban. Le pays dispose par ailleurs de l'armée la mieux équipée de l'Afrique australe, orientale et centrale, et le gouvernement sud-africain peut compter sur ses fournisseurs d'armements : la Grande-Bretagne, la France et — éventuellement — les Etats-Unis. L'affirmation sans cesse répétée par ces pays que le matériel qu'ils vendent est uniquement destiné à la « défense extérieure » est une preuve de plus du rôle assigné à l'Afrique du Sud pour la protection des intérêts occidentaux dans la région.

Un autre partenaire privilégié semble être de plus en plus l'Iran, dont la collaboration militaire avec les Etats-Unis se renforce actuellement : le Pentagone aurait passé cette année avec ce pays le plus gros marché de vente d'armes de son histoire. En effet, selon M. Feroz Ahmed — qui note qu'un tel renforcement du dispositif militaire iranien ne peut être justifié par une situation intérieure explosive ou une menace sur ses frontières (3) —. Les ventes d'armes américaines se sont montées à 450,7 millions de dollars entre 1950 et 1970 ; le total des armes achetées par l'Iran sur crédit s'élève à plus de 1,5 milliard de dollars pour la période 1965-1970 (4), et l'Iran consacre au total 1,8 milliard de dollars à sa « défense », soit la quasi-totalité de surplus de revenus pétroliers encaissés par le pays.

L'Iran — où les Etats-Unis viennent de nommer comme ambassadeur Richard

il y a du

la route d

La crise de l'énergie, c'est aussi la carte du monde qui change. Pour une bonne décennie encore, la route du pétrole restera la plus surveillée, la plus âprement disputée du globe. C'était le cas pour l'Océan indien depuis la fermeture du Canal de Suez, en 1967 : les grandes puissances ont alors recommencé à s'intéresser à ces grandes étendues d'eau que bordent — côté africain — les émirats pétroliers, Djibouti, la Somalie, la Tanzanie, le Mozambique, l'Afrique du Sud et la Rhodésie, et les îles du Sud : Madagascar, l'île Maurice et l'île de la Réunion, les Comores, les Seychelles, etc.

Aujourd'hui, le canal s'apprête à rouvrir ; mais ce n'est plus l'essentiel : les flottes de pétroliers géants sont opérationnelles et el-

les ne peuvent plus leur taille. Le « redé est déjà largement en ralistes ont — avec parfois en s'entre-dé pions sur toute cet états-majors, des brain-trusts des multi zone vitale, ne date p

Car le tout n'est pas de tout des marchés de p ner : et plus des trois q arabes passent par l lions de tonnes) ; par le ou par la route de l'Ind l'URSS, la Chine et la p

Helms, l'ancien patron de la CIA (5) — a entrepris notamment la construction d'un énorme complexe militaire près de Chah Behar, sur la côte du Belouchistan, avec une base aéronavale à Knoarack dont « L'Economist » du 17 février 1973 a écrit que « son coût est hors de proportion avec une quelconque menace envisageable pour la sécurité de l'Iran ».

Parallèlement, la flotte iranienne élargit son champ d'action, et croise jusque dans le sud de l'Océan Indien ; plusieurs bâtiments iraniens ont ainsi fait escale à Maurice en 1973, et « Newsweek » a fait état en avril 1973 d'un accord secret passé entre les deux pays. L'amiral Sapheri, responsable technique de la marine iranienne a, par ailleurs séjourné récemment en Afrique du Sud, tandis que l'ancien commandant des Forces unies de combat sud-africaines était nommé consul général en Iran...

le jeu de la France

La France, quoique obligée de quitter Madagascar, veille cependant à conserver dans cette région stratégique des atouts de nature à lui garder le statut « d'interlocuteur valable » dans cette zone... L'ancien commandant des Forces Françaises du sud de l'Océan Indien, le général Bigeard, avait trouvé le mot pour rassurer ceux qui auraient pu craindre que le départ des bases françaises de Madagascar n'entraîne un affaiblissement des positions occidentales. « Cela ne pose pas de problème spécifique du fait que l'île de la Réunion — département français — est très bien placée dans l'Océan Indien ». Ainsi, les parachutistes y ont-ils été transférés (plus d'un millier), et les éléments de la marine, encore basés à

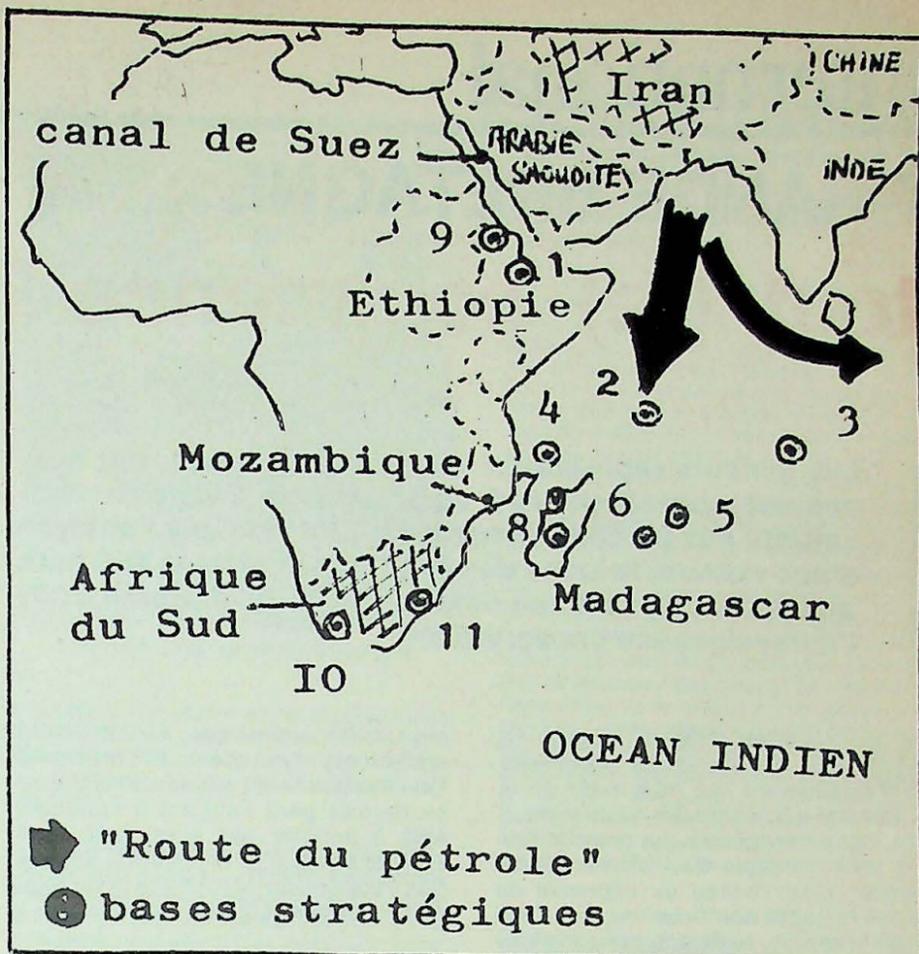


u pétrole

emprunter, en raison de l'impérialisme occidental, et les pays impérialistes, les bonheurs divers et éphémères — placés sur la route : l'intérêt des puissances ou des nations pour cette zone d'aujourd'hui.

Il faut assurer un peu de contrôle ; il faut l'acheminement des exportations de l'Océan indien (600 millions de tonnes par an), de la route du Cap (400 M.), de l'Asie (200 M.). A l'est, il y a une progression du commu-

nisme ; le sud-ouest de l'Océan Indien doit donc constituer la zone de défense absolue, indispensable à l'acheminement de l'or noir. Il faut donc prendre les moyens de la contrôler. Le régime de l'apartheid en Afrique du Sud et en Rhodésie, les guerres dans les colonies portugaises, c'est encore du solide. De même au nord, l'Iran, l'Arabie Saoudite, les émirats réactionnaires. Mais ailleurs, les positions sont plus dures à maintenir : Yémen, Djibouti, Madagascar, Maurice, La Réunion où il faut assurer une présence dissuasive. De l'occupation militaire au néo-colonialisme économique, le registre d'intervention est à la mesure des moyens de l'impérialisme, qui fait payer aux peuples de cette zone le prix de son approvisionnement...



(1) Djibouti (TFAL) - (2) Iles Seychelles - (3) Ile Diego-Garcia - (4) Iles Comores - (5) Ile Maurice - (6) Ile de la Réunion - (7) Narinda - (8) Imerintsiatosika - (9) Kagnew - (10) Simmonstown - (11) Durban.

Diego-Suarez, vont les y rejoindre avant longtemps.

La Réunion étant cependant de taille réduite, et « animée » par une opposition résolue et donc inquiétante, la France a étudié les autres possibilités pour ses forces navales : des négociations semblent avoir débuté en 1972 et 1973 avec les Mauriciens à propos de la cession éventuelle de l'ancien port mauricien de Mahebourg ; démenties côté mauricien comme côté français au début de cette année, ces informations n'auraient cependant pas été pour rien dans la rupture de la coalition gouvernementale mauricienne, à la fin de décembre 1973. Les experts militaires français ont alors pensé à mettre sur pied une force embarquée : une zone maritime de l'Océan Indien vient d'être créée, dont le commandement est confié au contre-amiral Schweitzer, embarqué en permanence à bord du bâtiment « La Charente ».

Grâce à ce dispositif maintenant rattaché à La Réunion (promue malgré l'opposition de la majorité de sa population, « forteresse de l'Occident »), avec aussi sa présence aux Comores, ses liens privilégiés avec l'Afrique du Sud et l'Ethiopie et sa grande base militaire à Djibouti (6), la France reste donc au premier rang des gardiens des intérêts occidentaux dans l'Océan Indien.

une nouvelle mainmise

Ces positions de force sont telles que l'Occident peut envisager avec une certaine sérénité la fin prochaine de la présence portugaise au Mozambique, et le renforcement relatif de l'URSS qui dispose elle aussi de sa flotte et de bases en Inde et dans quelques îles minuscules à l'extrémité sud de l'Océan Indien. Sa tentative de s'installer en perma-

nence à l'île Maurice s'est heurtée au veto britannique...

Tout ce tableau mérite une réflexion particulière. Avec le perfectionnement des moyens techniques, les grandes puissances auront de moins en moins besoin des territoires peuplés pour leurs installations militaires. Leur mainmise opérera dans l'avenir à partir d'unités navales mobiles et autonomes, et de bases reculées sur des îles non peuplées où ils sont les seuls maîtres. Dans ce contexte, l'efficacité d'un mouvement populaire ne peut être que limitée.

C'est de toutes ces questions que devront débattre les conférences régionales sur les bases militaires dans l'Océan Indien, que plusieurs mouvements progressistes de la zone ont l'intention de convoquer — soit à Tananarive, soit à Dar Es Salam.

Informations fournies par le GIMOI : groupe d'information Madagascar/Océan Indien (2 allée Maurice 92 260 - Fontenay aux Roses)

(1) M. Julian Amery, ministre d'Etat au Foreign Office, 5 février 1974.

(2) : voilà qui confirme les craintes maintes fois exprimées à propos de cette base par les forces progressistes de Madagascar, de l'île Maurice, de La Réunion et des Seychelles. Comme d'habitude, « l'accroissement de la présence soviétique dans cette région » aura permis de justifier a posteriori bien des choses. Accroissement qui n'est nullement prouvé, évidemment...

(3) Afrique-Asie, 9/07/73.

(4) New York Times, 25/07/73.

(5) A son sujet, voir le TS 609 sur « Chili-USA ».

(6) Djibouti : plus de 4 500 soldats, des éléments de flotte navale et des avions « F 100 » d'attaque. Une base complète que la France compte bien garder.

La marine française dans l'Océan Indien.

Moins que jamais, souligne « Coles Bleus » du 9 février 1974, il n'était permis de laisser un vide s'établir dans cette région du monde où toutes les grandes marines ne font qu'accroître leur présence avec la prise de conscience générale de l'importance sans cesse grandissante de l'Océan Indien et des pays riverains dans l'économie mondiale. Aussi, la Marine française a prévu de créer une « zone maritime unique de l'Océan Indien » s'étendant de la mer Rouge et du Golfe Persique jusqu'à l'Antarctique, de la

côte africaine jusqu'à la barrière malaise, avec une sous-zone Mer Rouge-Golfe d'Aden commandée de Djibouti.

Pour la première fois depuis la dernière guerre mondiale, le commandement a été confié à un amiral embarqué (à bord du bâtiment « La Charente », un ancien pétrolier). Il dispose de :

- 3 avisos-escorteurs « qui matérialisent par leur présence et leur inlassable activité l'intérêt vital que porte la France à cette partie du monde » (« Coles Bleus ») ;
- 3 patrouilleurs côtiers basés à Djibouti ;
- divers patrouilleurs, remorqueurs et vedettes de surveillance, ainsi qu'un bâtiment-atelier.

Le projet Narinda

Des pétroliers de 250 000 et même 500 000 tonnes sillonnent les océans depuis la fermeture du Canal de Suez. Les Etats riverains des routes du pétrole se livrent, depuis cette époque, une concurrence vive pour la construction de l'aménagement de stations de réparations et d'approvisionnement destinées à ces énormes bâtiments. Madagascar dispose justement d'un site exceptionnel en eau profonde, la baie de Narinda, au nord-ouest de l'île, où il serait possible d'installer une cale sèche géante. L'ex-président Tsiranana avait commencé en 1970 à s'entendre avec les Sud-Africains et les Portugais pour qu'ils aident à financer ce projet et renoncer à construire de tels ouvrages sur leurs propres côtes.

Tsiranana — qui ne craignait pas de pactiser avec le diable... — offrait en échange ses bons offices pour faciliter le « dialogue » de ces pays avec les Etats africains ; et, pour faire bonne mesure, il les autorisait à établir à Narinda des industries de transformation dans le cadre

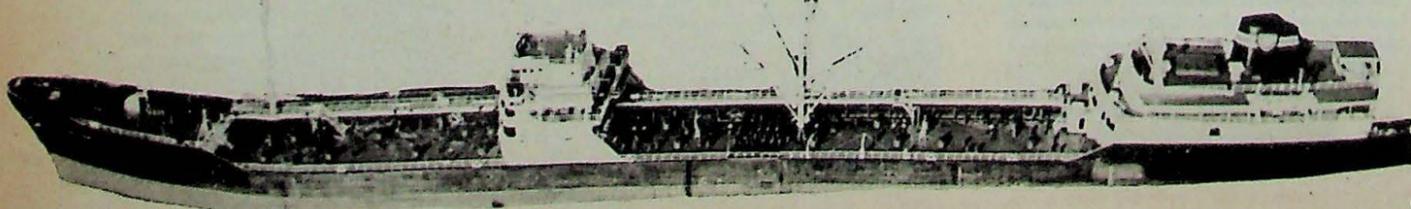
d'une « zone franche » : ainsi les employeurs sud-africains auraient pu sous-payer leur main-d'œuvre tout en estampillant leurs produits « made in Narinda ».

« Cependant, comme le souligne « Andry-International » n°3 (décembre 1973), les intérêts immédiats de l'impérialisme et notamment Narinda sont menacés depuis les événements de mai 1972 à Madagascar ». Et l'affaire est pour le moment au point mort.

Le système Omega

Composé de huit stations, « Omega » sera opérationnel en 1975. Ce système de navigation radio-électrique permet aux bateaux, sous-marins et avions d'obtenir en permanence leur position en temps réel, avec une excellente précision. Outre la station de La Réunion, qui devait fonctionner en 1974 tout comme celle installée en Argentine, il y aura des stations du même type au Japon, en Australie, en Norvège, à Hawaï, à Trinidad et aux Etats-Unis.

Selon la revue « Forces Armées Françaises » (décembre 1973) « le caractère universel du système Omega devrait être une garantie de moindre vulnérabilité », car chaque station couvre à elle seule les trois-quarts de la terre, et le brouillage de ces émetteurs (dont les antennes occupent plusieurs kilomètres carrés) sera très difficile...



GRANDE-BRETAGNE : tout (re) commence ?

Les mineurs reprendront le travail le 11 mars. Cet événement pourrait suffire à commenter la « victoire » travailliste aux élections anglaises. Car, plus que l'analyse d'une victoire, la leçon des élections anglaises doit faire appel à l'analyse d'une défaite : celle de M. Heath et de l'intransigeance conservatrice.

M. Heath est arrivé au pouvoir en 1970 porteur d'une « nouvelle politique » qui était celle de la « fermeté » à l'égard des travailleurs et du « pari européen ». Le premier pan de cette politique s'est effondré le 28 février avec l'échec de l'épreuve de force engagée contre les mineurs. Déjà bien lézardée, la façade conservatrice sur le plan de la politique sociale (en témoigne l'échec presque total de l'« Industrial Relations Act » dont le but avoué était de faire échec aux grèves sauvages déclenchées par la base des syndicats et d'associer les syndicats à cette forme de répression) s'écroule tout à fait : faute d'avoir discerné que le combat des mineurs était compris par une grande partie de la population, empêtré dans une erreur de chiffrage monumentale dans le calcul des salaires de mineurs révélée in extremis, M. Heath a chuté lourdement.

Cet échec a probablement définitivement scellé sa carrière politique future, d'autant que sa tentative lamentable pour s'accrocher au pouvoir au lendemain des élections, en tentant de se rallier les libéraux, a été sévèrement jugée par l'opinion. Sa manœuvre a piteusement échoué, et c'est un signe de bonne santé pour la démocratie anglaise.

Le second fleuron de la politique de M. Heath — l'Europe — semble destiné à se faner rapidement. Là encore, M. Heath n'avait pas emporté l'adhésion de ses compatriotes à une Europe dont il apparaissait clairement qu'elle profiterait surtout aux gros capitalistes et aux firmes multinationales, tout en provoquant la montée spectaculaire des prix alimentaires et le freinage des salaires « pour rester compétitifs ». Heath avait davantage forcé la main à l'opi-

nion britannique que véritablement créé un esprit européen. Seule la volte face travailliste et l'attitude ambiguë de ce dernier parti l'avaient à l'époque, aidé à imposer ses vues. Exit donc Edward Heath, à qui il restera la navigation à voile où on lui souhaite davantage de flair et moins d'obstination.

Un cabinet de combat

A présent, les travaillistes, pour aussi courte qu'ait été leur victoire, et qui devront gouverner dans un contexte minoritaire, sont installés au pouvoir. M. Wilson, qui revient de loin, a immédiatement formé un gouvernement qu'il intitule lui-même « de combat ». Cabinet singulièrement équilibré, où la gauche travailliste marque des points avec Michael Foot, nommé ministre de l'Emploi, et Anthony Wedgwood Benn, ministre de l'Industrie, même sous la tutelle du plus modéré, Harved Lever. Où les pro-européens les plus voyants sont écartés des postes de commande, sauf Roy Jenkins, cependant nommé à l'intérieur (alors qu'il espérait les Finances). Où les Finances reviennent à Denis Healey, dont les convictions anti-européennes se sont affirmées récemment, et qui est un soutien régulier des Etats-Unis, tout en souhaitant développer l'Angleterre sur un modèle suédois : un réformiste intelligent. Enfin où M. James Callaghan sera ministre des Affaires étrangères : sans être un « européen » fanatique, il se contenterait de renégocier certaines des conditions de l'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE.

Depuis lors, le gouvernement travailliste n'a pas perdu de temps. Il a réglé à la satisfaction des intéressés le conflit avec les mineurs : ceux-ci ont donc ga-

gné et leur détermination a payé. D'autres sauront, sans doute, s'en souvenir. Il a posé, ensuite, la question européenne, et d'une manière relativement brutale : les conditions de renégociation de l'entrée de la Grande-Bretagne dans la CEE seront soumises à référendum, procédure très inhabituelle outre Manche. La manœuvre est habile, car elle « coince » l'opposition au Labour : cette dernière ne pourra pas en fait se déterminer sur une autre position que celle des travaillistes. Elle fait peser sur l'Europe un risque très considérable d'éclatement. Nul ne peut prévoir, en ces temps de crise économique, la réaction du peuple anglais sur cette question : et là encore, le fait que l'Europe ne soit que le marché commun du capital pèsera lourd comme il a pesé lourd, voici deux ans, pour la Norvège.

Les gnomes de Zürich

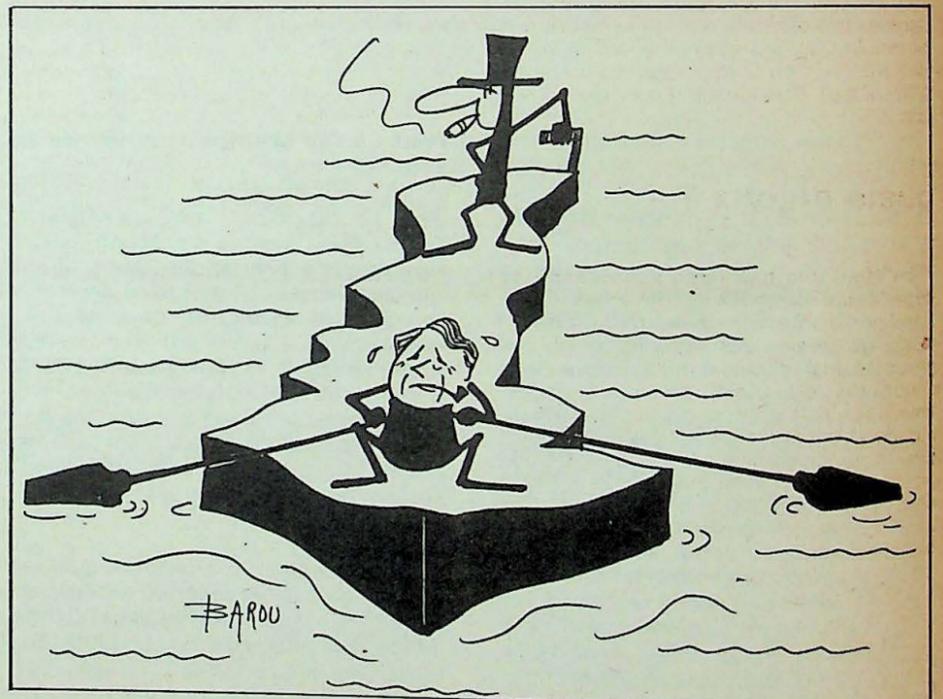
M. Wilson, ainsi, prend de vitesse ses adversaires et il réussit en ce moment à imposer la crédibilité de son gouvernement. La reprise du travail sur la semaine de 5 jours constituée, pour lui, un incontestable succès — cela étant, rien n'est résolu, et tout commence. Tant en politique étrangère, où l'alignement sur les Etats-Unis va poser quelques problèmes (dont il n'est pas sûr que le Labour les affronte totalement uni) que sur le plan intérieur, face à un déficit commercial très important, et face à la réduction globale de production provoquée par la « crise » énergétique et la grève des mineurs. Les milieux industriels anglais ne vont sans doute pas

chercher non plus à faciliter la tâche de M. Wilson, même s'ils ont accueilli avec soulagement le règlement du conflit avec les mineurs. Il pourrait s'en suivre une importante fuite de capitaux, qui déséquilibrerait davantage encore la balance des paiements et mettrait l'Angleterre à la merci et des banques centrales amies (M. Wilson essaie actuellement de négocier un grand emprunt auprès d'elles pour éponger le déficit) et des fameux « gnomes de Zürich » (les spéculateurs) dénoncés autrefois par le même Wilson.

On ne voit guère comment, dès lors, les travaillistes pourraient faire autre chose que de gérer la crise, protégeant la monnaie, et en sacrifiant peu ou prou leur programme électoral, et, ce qui est plus grave, les intérêts des travailleurs. En effet, le Labour n'a pas proposé ces réformes en profondeur et cette volonté de lutte anticapitaliste et de mobilisation populaire qui, fondées sur un projet de société différent, et sur un modèle de croissance différent, en direction d'une Europe différente — l'Europe socialiste — pourrait sortir le pays de l'ornière et galvaniser les énergies. La gauche travailliste n'est pas encore assez forte ni assez préparée pour imposer ces choix. Pourtant, de la Clyde à Ford et Chrysler, en passant par les dockers, les cheminots et les mineurs, la classe ouvrière est combative et le développement des luttes à la base significatif.

Plus que jamais, l'avenir de l'Angleterre est entre ses mains.

Daniel LENEGRE ■



en bref

● C'est comme une mode : les gouvernements, un peu partout, se succèdent à eux-mêmes. **APRES MESSMER III, VOICI GOLDA II.** Mme Meir se succède, difficilement, semble-t-il, et après avoir longuement tergiversé. Elle avait, dans le passé, lié son sort au Général Dayan, « faucon » notoire. Elle a subi — certains en rendent Dayan militairement responsable — une défaite pas tant militaire que diplomatique lors de la guerre du Kippour. Elle doit faire quelques concessions, plus aisées en direction des Egyptiens que des Syriens, moins accommodants et davantage liés aux dirigeants palestiniens. Elle rappelle donc Dayan à son cabinet au moment même où — comme par hasard — on invoque en Israël, avec toutes les mesures de sécurité qui s'en suivent, une prétendue « attaque imminente » de la Syrie. Créer l'insécurité par l'intransigeance et l'intoxication, et frapper d'abord, l'Etat d'Israël s'y entend. Dayan a probablement, aussi, envie de se refaire une image de vainqueur. Tout cela sent la manœuvre. La situation de l'Etat sioniste devient en effet fort délicate à maintenir en ce moment. Mme Meir pourrait être tentée de fuir en avant, par une nouvelle agression, dont la Syrie pourrait être la cible.

● **L'IRAK, AUSSI,** est menacée, au même moment, sur ses frontières, par les troupes du Shah d'Iran. Ce dernier, dont les prétentions territoriales s'ajustent parfaitement aux desseins américains dans la région, continue de jouer son piètre rôle de mini-gendarme au service de

l'impérialisme. **Meeting du comité Yemen-Palestine-Golfe Arabique** le 15 mars, au 72 avenue Félix Faure, Paris-15e. Le PSU soutient et participe.

● Pour continuer avec les autocrates : **EN ETHIOPIE,** la crise, loin de s'éteindre au milieu de pseudo-réformes, rebondit avec la grève générale. La première de l'histoire du pays — déclenchée par les syndicats. Les difficultés de l'Ethiopie et la guerre d'extermination contre les patriotes Erythréens sont donc trop graves pour qu'un changement de personnel politique y mette fin. Et les tendances progressistes de l'armée s'affirment... Jusqu'où ira Haïlé Sélassié ?

● **EN ESPAGNE,** après l'ignoble assassinat de Puig Antich, alors que de lourdes menaces pèsent sur d'autres militants de l'ex-MIL catalan, c'est l'Eglise qui relève la tête : l'archevêque de Bilbao a eu le courage de dire que la situation du peuple basque était intolérable : le monstre glacé du Palais du Pardo s'est réveillé, à nouveau, de sa torpeur et tente d'expulser ce contestataire d'un nouveau genre. Mais le Vatican tient bon et Franco craint sans doute une telle épreuve de force. Tout cela confirme que l'Espagne bouge, et que les assassinats de militants n'y font rien. Là aussi, l'Histoire est en marche...

A propos, samedi, nous étions 8 000 à manifester pour sauver les militants anarchistes à nouveau menacés. La mobilisation commence. Mieux vaut tard,

sans doute, que jamais. Mais Salvador Puig Antich est mort. Il reste à ne pas l'oublier.

● **COTE PROCES TRUQUE,** l'Italie détient à nouveau la palme cette semaine. Après Marini dont nous avons parlé la semaine dernière, voilà le groupe des « Tupamaros de Gènes », ex-militants communistes, accusés d'enlèvement d'un membre de la famille d'un dirigeant fasciste, d'attentats contre des installations industrielles, « d'émissions pirates » à la télévision, de participation, enfin, à une attaque de banque à main armée, tragiquement ponctuée par la mort d'un employé... et jugés en appel par le tribunal de Gènes. Assimilés à de « dangereux malfaiteurs », en butte à une presse de droite qui réclame leur tête, avec des avocats victimes d'attentats impunis, tous les membres du groupe — qu'ils aient ou non participé à une action de ce type — sont en prison ou recherchés. Le plus vieil inculpé du groupe, Porcu, vieux militant antifasciste sous Mussolini, est mort récemment dans un « accident de voiture » jamais élucidé (comme d'autres). La mobilisation autour de ces militants qu'un procès truqué peut envoyer à la prison à vie est nécessaire. Ecrire au « Comitato di Sostegno per il Compagni del 22 ottobre », à l'adresse du journal « Libération »

Alors, Mariano Rumor a beau succéder à Rumor Mariano, on a l'impression que l'Italie est, de plus en plus, au bord du gouffre. Le nouveau remaniement, là non plus, ne résoud rien.

● On s'ennuierait sans **KISSINGER.** Cette semaine, Big Henry a fait les gros yeux : il n'est pas content, mais alors pas du tout des Européens et de leur projet, de « conférence euro-arabe ». Il ne le leur envoie pas dire. Il menace même de retirer les troupes US d'Europe, à moins que les Européens ne reviennent à de meilleurs sentiments et reconnaissent bien gentiment le leadership américain sur le monde « libre ».

Doit-on en conclure que l'Europe s'est dégagée de la tutelle américaine ? Nullement, bien entendu. Tout cela se passe « en trompe l'œil ». Kissinger se fâche pour la galerie. Il tient bon, depuis Washington, « son » Europe en mains. L'essentiel s'est passé là-bas. Il n'empêche que cela éclaire sur les vues à long terme du secrétaire d'Etat US : c'est le retour à l'atlantisme pur et dur.

● **ET PUIS,** Kissinger fait le plus de bruit possible pour cacher le tonnerre que pourrait bien soulever la déposition de Nixon lui-même devant la commission d'enquête de Watergate. En effet, maintenant que ladite commission a dûment prouvé la culpabilité de tous les collaborateurs de Nixon dans l'affaire, de deux choses l'une : ou Nixon était sourd, aveugle et muet ; ou bien... Mais alors, c'est l'institution présidentielle et le système politique américain qui sont en cause... Et cela vaut bien un petit numéro de cirque, n'est-ce pas, Dear Henry ? Pas vrai, l'illusionniste ?

D.L. ■

les Palestiniens face aux réalités

Il n'y a aucun doute. Les objectifs de la Résistance Palestinienne demeurent. Le programme politique de l'OLP précisé il y a plus d'un an, les 6-12 janvier 1973, sera sans doute réaffirmé lors de la prochaine session du Conseil National Palestinien, instance suprême de la Résistance Palestinienne.

Rappelons brièvement ces objectifs :

— organiser les masses palestiniennes à l'intérieur comme à l'extérieur des territoires occupés, pour une guerre de libération populaire en vue d'un Etat et d'une société démocratiques dans le cadre des aspirations de la nation arabe à la libération nationale et à l'unité ;

— unifier la lutte des peuples palestiniens et jordaniens dans un front jordano-palestinien afin d'assumer, et le combat contre le sionisme, et le combat contre le régime jordaniens, gardien du sionisme sur la rive occidentale du Jourdain.

— s'allier avec toutes les forces progressistes et anti-colonialistes du monde arabe et toutes celles qui luttent dans le monde contre l'impérialisme et le néo-colonialisme.

Après de multiples tractations, il semble bien que ces objectifs ultimes demeureront inchangés. Ce qui changera, vraisemblablement, ce sera la tactique à suivre pour que la Révolution Palestinienne parvienne à ses fins.

quels enjeux ?

En effet, une très large consultation se déroule actuellement à tous les niveaux de la Résistance, tant à l'intérieur des mouvements de fedayin que dans les rangs des groupements d'intellectuels, de jeunes, d'étudiants (tel le GUPS), ou parmi les Palestiniens résidant dans les diverses parties du monde. Un document de travail, finalement pris en considération comme base de discussion par l'ensemble des organisations de la Résistance, doit pouvoir aider à formuler et à définir une perspective cohérente. Il faut saluer ici le parti pris démocratique avec lequel la Résistance a entrepris de débattre, à la base, de ces questions vitales pour son avenir et qui, au départ, étaient loin de faire l'unanimité. De très fortes tensions se sont manifestées, entre d'une part le Fath, le FDLPLP et la Saïka, et de l'autre part le FPLP et le FLA d'autre part. Mais c'est au cœur même de chaque

mouvement que se poursuivent les discussions.

Le débat est de savoir s'il faut ou non que la Résistance envisage les modalités de l'institution d'une entité palestinienne à propos des territoires actuellement occupés de Cisjordanie et Gaza, et qui seraient évacués par les Israéliens à la suite, par exemple, d'un règlement de la crise. Il est de savoir s'il faut ou non créer un gouvernement provisoire et si oui, comment. Il est de savoir s'il convient d'aller à Genève et si oui, sur quelles bases.

En ces trois domaines, la décision ne saurait tarder. Il est donc important de mieux cerner les enjeux des hypothèses, diverses et complémentaires, qui se présentent.

● Première hypothèse : Gouvernement provisoire ou pas ?

L'inconvénient d'un GRP comme tel apparaît assez clairement. Certains régimes arabes, tel celui d'Egypte qui se range de plus en plus dans le camp américain, auraient tout intérêt à reporter sur ce GRP la capacité représentative des intérêts palestiniens et ainsi de se laver les mains de leurs propres responsabilités dans le combat vis-à-vis de l'Etat d'Israël. Ils désigneraient éventuellement ce GRP, aux yeux de l'opinion internationale, comme la cause de tout avatâr et de tout échec qui pourrait survenir. Ce GRP serait privé de force réelle. Quand on constate aujourd'hui le tournant pris par la politique égyptienne spécialement, on comprend mieux les pressions que, depuis plus d'un an, l'OLP subit de la part du Caire, pour que soit instauré un tel GRP, qui servirait de masque à la dérobade de certains régimes arabes.

Par ailleurs, Cisjordanie et Gaza n'étant pas encore « libérés » — pas plus que le reste de la Palestine — on voit mal un gouvernement siégeant en pleine occupation. En définitive, il ne pourrait s'agir que d'un gouvernement provisoire en exil, aux portes de la patrie. Plus modestement, il sera sans doute question d'affecter à ces territoires « à libérer » de l'occupation sioniste, un « gouvernement » composé de personnalités patriotes ayant fait leurs preuves dans la lutte contre l'occupant. On avance même les noms de certains pressentis, tels le Dr Walid



Yasser Arafat : objectifs inchangés.

Kamhawoui et Maître Abdel Mushen Abou Meizer, tous les deux expulsés depuis quelques mois de Cisjordanie par le gouvernement israélien. Donc d'authentiques anti-sionistes.

● En effet, et c'est la seconde hypothèse, un plan d'action prévoyant l'établissement d'une autorité nationale sur le territoire palestinien occupé en 1967 peut voir le jour assez rapidement. Cela ne signifiera pas que l'OLP ou que cette « autorité » reconnaîtraient Israël. Ni non plus que les Palestiniens abandonneraient leurs revendications sur le reste de la Palestine. Mais la poursuite de l'objectif stratégique (établissement d'un état démocratique et laïc dans toute la Palestine) n'est pas incompatible avec le choix d'une tactique qui consisterait, par exemple, à avancer l'idée, pour Gaza, la Cisjordanie et la région d'Al Hima au sud du lac de Tibériade, d'un pouvoir représentant les intérêts des territoires occupés et comprenant uniquement des personnalités palestiniennes patriotes, proches certes de la Résistance, mais n'appartenant pas aux organisations.

Ainsi, sans s'engager directement, et tout en gardant les mains libres, l'OLP, en favorisant cette tactique, maintiendrait son opposition radicale à toute ingérence d'éléments non palestiniens dans le processus de règlement national, et garderait le contrôle de la lutte de libération. Il est en effet tout à fait essentiel pour la Résistance Palestinienne de refuser l'hypothèse avancée par Amann sous le couvert d'une pseudo-autodétermination qui cache — mal — la volonté de Hussein de garder son royaume. Cependant, le risque, pour la Résistance Palestinienne, peut venir de la minceur de cette base territoriale qui ne serait pas longtemps viable, surtout au plan économique.

Il n'est donc pas question de créer un « Etat » qui serait très vite, dans les conditions actuelles, une espèce de tampon, dépendant, démilitarisé et qui assurerait l'entretènement pur et simple de la Résistance. Celle-ci n'a pas l'intention d'introduire une telle écharde dans sa chair. En tout état de cause, si la mise en place d'une entité palestinienne se confirme, ce ne pourrait être, aux yeux de la Résistance, qu'une amorce et une

étape offensive, pour la continuation de la lutte sous d'autres formes.

● Aller ou non à Genève. Sur ce point, il convient de rappeler que tout règlement fondé sur la résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU ne peut avoir l'approbation de la Résistance Palestinienne. Or la Conférence de Genève est en grande partie déterminée par la logique onusienne de cette résolution. Mais si la Résistance Palestinienne va pas à Genève, ne va-t-elle pas contribuer à donner des atouts à certains régimes arabes qui, loin de vouloir cautionner une cause progressiste pour laquelle ils maintiennent cependant une solidarité souvent de façade, ne sont guère favorables aux buts politiques poursuivis par la Résistance et rechignent même à utiliser à fond dans cette perspective, l'arme du pétrole ? La solution passe peut-être, là aussi, par un compromis tactique. Il se pourrait bien que, dans l'hypothèse de la création d'un gouvernement de l'entité palestinienne des territoires occupés et à libérer, que les membres de cette équipe, non participants à l'OLP mais en lien avec elle, soient, de fait, les porte-parole à Genève de la Résistance Palestinienne, sans l'engager directement. Un tel schéma n'est pas impossible.

risque calculé

Dans la situation actuelle caractérisée par le peu de clarté politique résultant de la cuisine gouvernementale de Mme Meir, par les contradictions intérieures en Israël, où les Panthères Noires continuent leurs manifestations et où les parents des soldats expriment leur mécontentement, par le développement d'initiatives diplomatiques américaines en direction de la Syrie, peu encline à se laisser manœuvrer, par la solidarité arabe réaffirmée par la conférence arabe et islamique de Lahore, et le prestige de Yasser Arafat, mais aussi par les pressions de l'URSS peu désireuse de pousser les Palestiniens à l'intransigence, la Résistance a sans doute intérêt à prendre un risque calculé à cette étape de sa lutte contre l'impérialisme américain et sioniste. Le devoir de tout révolutionnaire est de faire la révolution. Pour cela, une souplesse tactique n'est pas a priori interdite. L'OLP, consacrée à Lahore, « seul représentant légitime du peuple palestinien » y compris — ce qui est nouveau — par la délégation jordanienne, semble en bonne position pour choisir les voies et moyens les plus adéquats afin d'exiger des régimes arabes l'utilisation maximale de l'arme du pétrole et favoriser, dans la conjoncture actuelle, la poursuite du but final « le rétablissement du peuple palestinien dans la plénitude de ses droits nationaux » (Conférence d'Alger) au sein d'un Etat démocratique laïc, c'est-à-dire, Yasser Arafat l'a souligné à Lahore, tolérant à l'égard de toutes confessions, y compris celle des Juifs.

Ces trois cas de figure sont encore des probabilités à l'heure où nous écrivons. Elles peuvent prendre forme ou être modifiées selon les aléas et les développements de la situation politico-militaire sur le terrain.

Jean CORDAT ■

Altamirano au PSU : tout pour l'unité



Chapuis et Altamirano : devant 200 militants

Carlos Altamirano, secrétaire général du Parti socialiste chilien, a été reçu samedi après-midi au siège du PSU où l'attendait une assistance de quelque 200 militants, ceux qui sont plus spécialement engagés dans le soutien à la résistance chilienne. Carlos Altamirano qui pensait visiblement, en se rendant rue Borromée, ne rencontrer que quelques membres du Bureau national, n'a pas voulu aborder une discussion sur le fond, afin de ne pas s'écarter de son souci constant : celui de ne faire aucune déclaration publique susceptible de prêter à interprétation — en particulier au Chili-même, où la junte est toujours prête à frapper ses prisonniers de représailles.

Rien faire ni rien dire qui puisse nuire à l'unité des forces de la résistance chilienne, telle est l'attitude qu'a désormais choisie Carlos Altamirano. « Nous savons nos erreurs passées, déclara-t-il notamment, mais seul le futur nous intéresse maintenant ». Entre cet homme qui ne ménagea pas ses critiques à l'égard du gouvernement d'Allende, qui alla jusqu'à menacer de rupture avec le PC chilien sur la stratégie de dialogue avec la démocratie chrétienne, tout comme il avait aussi fermement désavoué l'entrée des militaires dans les ministères, entre cet homme-là et celui qui combat les fascistes depuis l'exil, la bête monstrueuse s'est interposée. Et c'est évidemment contre elle qu'il est aujourd'hui plus utile de rassembler les

forces, plutôt que sur les erreurs qui lui ont fait lever la tête. « Nous avons dû, déclara-t-il samedi, supporter relativement seuls le blocus et le sabotage des Etats-Unis ». Et s'il ajouta : « En réalité, nous avons aussi eu nos responsabilités », ce fut pour continuer : « car nous n'avons pas évalué ce que signifie se trouver dans la zone d'influence des Etats-Unis, dans leur arrière-jardin ».

« Pour le moment, poursuit-il, nous ne voulons pas mettre d'entraves à la lutte révolutionnaire chilienne (...). Nous emploierons toutes les formes de lutte mais sans vouloir décider prématurément de ce qu'elles seront vraiment (...). Nous ne pouvons, nous socialistes, imposer nos critères aux communistes et le PC ne peut imposer ses conceptions au PS. Si l'on considère que l'unité est plus importante que l'expression particulière de chaque parti, il faut faire certaines concessions ».

Que le débat interne se poursuive à l'intérieur des forces populaires chiliennes, cela ne fait guère de doute. Que l'heure ne soit pas à la tenue de ce débat en public, c'est ce que pense Altamirano, et c'est ce qu'il a dit l'autre soir aux militants du PSU qui l'accueillaient. Certains le regretteront peut-être. Nous pensons, quant à nous, que les Chiliens sont les meilleurs juges de la façon dont il convient de mener la lutte au Chili.

● LAVAL forts comme 36 Turcs et 3 Pakistanais

Les 40 travailleurs turcs et pakistanais en grève à Laval depuis le 29 janvier ont gagné. L'entreprise Desquenne et Giral a finalement dû céder sur la quasi-totalité de leurs revendications. Nos camarades de Laval racontent l'histoire de cette grève dure et victorieuse.

Chez Desquenne et Giral il n'y a pas de petits profits. Les travailleurs immigrés en subissent les conséquences 24 heures sur 24. Quand les Turcs et les Pakistanais se sont mis en grève, ils étaient parqués en gare de Louverné, à quelques kilomètres de Laval, entassés dans des wagons et « algécos » imprégnés d'humidité, sans chauffage, sans W.C., sans cuisine, sans autre prise d'eau qu'un robinet de l'autre côté des voies ferrées. Les draps n'avaient pas été changés depuis 2 mois. L'entreprise avait vendu 80 francs des couvertures miteuses.

C'est dans ces conditions, avec des trains qui se succèdent toute la nuit, qu'il fallait « récupérer » pour travailler 6 jours par semaine, 11 h par jour payées 8 h à 5,55, dont on décomptait ensuite des heures d'absence imaginaires. Pas de prime de « panier », pas d'indemnité de grand déplacement, pas de vêtement de pluie, par contre prix de la visite à l'ONI retenu sur le salaire alors qu'elle est à la charge de l'employeur, et ainsi de suite...

pour la dignité

Le 28 janvier au soir, réunis en A.G., après une longue discussion où ils ont invité des camarades français qui sont en rapport avec eux depuis quelques temps, Turcs et Pakistanais décident la grève à l'unanimité. Le lendemain, avec des représentants de la CFDT, ils remettent au chef de chantier leur cahier de revendications :

- logements décents,
- contrats de travail et sécurité sociale pour tous,
- salaire de 6,50 f l'heure,
- paiement de l'indemnité de déplacement,
- prime pour les mauvaises conditions de travail et d'hébergement...

Les travailleurs s'engagent dans la grève avec gravité, dignité et détermination, en même temps, avec l'enthousiasme d'une libération.

Très rapidement la solidarité se développe. A Louverné, où jusqu'ici on n'avait guère prêté attention à ces immigrés, le maire et le curé interviennent par lettre auprès du P.D.G. Giral ; des femmes proposent de laver le linge ; la quête du dimanche est faite au profit des grévistes qui sont invités à s'expliquer dans l'église. A Laval, la municipalité prend en charge la nourriture. Un comité de soutien s'organise. Un tract est distribué à la porte des usines, dans les quartiers populaires, sur le marché. Des collectes sont faites. Le comité de soutien se donne deux objectifs :

- développer la solidarité avec les grévistes en popularisant leur lutte,
- assurer une présence permanente pour éviter la répression, aider les grévistes dans leurs démarches (ils ne parlent pas français), répercuter leurs mots d'ordre.

A Ernée, ouvriers, paysans, jeunes travailleurs, fonctionnaires, se

rassemblent pour développer la popularisation et faire une collecte.

Les conditions de vie des grévistes ont permis une large approbation du mouvement dans la première semaine. L'action du comité de soutien, de la C.F.D.T., les nombreuses visites rendues sur place aux travailleurs, les prises de positions de diverses organisations, les articles d'« Ouest-France », donnent à tous la possibilité de suivre l'évolution du conflit.

douche écossaise

Cette solidarité, ce soutien, ajoutés à la cohésion des grévistes, permettent de dépasser les obstacles. Les points se gagnent un à un, les victoires partielles étant souvent remises en cause.

— Giral manœuvre bien pour éviter que les autres travailleurs immigrés de l'entreprise ne se joignent aux Turcs et Pakistanais.

— Il envoie des bungalows pour reloger les grévistes, à grand renfort de publicité — Le lendemain ils les expédie ailleurs.

— Un attaché de l'ambassade turque à Paris vient rendre visite à ses compatriotes... visite touristique !

— Le préfet demande au patron de reloger les travailleurs. Le délai passé, Giral n'a rien fait. Le préfet ne demande pas à son collègue des Yvelines de faire envoyer les CRS au siège de la boîte pour faire appliquer son arrêté... Il n'a pas dû y penser ! Les grévistes quittent alors leurs wagons déclarés insalubres. Ils passeront la nuit à la belle étoile, autour d'un feu de camp, dansant et chantant, jusqu'à ce qu'ils soient relogés tous ensemble.

— Le lundi 4, 10 Turcs vont passer la visite médicale de l'ONI (Office National de l'Immigration) à Paris, accompagnés par des membres du comité de soutien et de la CFDT. Quand ils arrivent sur place, ils apprennent que leurs dossiers sont bloqués au ministère. L'intervention de la CFDT permet de les débloquent. Quand ils entrent le soir à Louverné avec leurs contrats de travail, c'est la fête.

— Le soir, après 2 nuits sous la pluie, les grévistes sont hébergés au grand séminaire de Laval (ce n'est pas grâce à Giral) qui va devenir maintenant le centre de la lutte.

— Le 6, un représentant de la CFDT, deux Turcs et un Pakistanais rencontrent la direction à Paris. La réunion se termine par un simple constat en dix points. Giral reste ferme sur les salaires (6,15 f garantis par la convention collective depuis le 1er janvier), s'engage à réembaucher tous les travailleurs dès qu'ils auront leur contrat de travail, cède sur certains points, reste évasif sur d'autres.

— Au moment même où les grévistes prennent connaissance de ce constat, les 13 qui n'avaient pas encore de contrat sont licenciés. Le

patron rejette la responsabilité sur l'administration, l'administration se drape dans la circulaire Fontanet-Marcellin. Mais les grévistes restent solidaires. Ceux qui restent chez Giral n'accepteront de reprendre leur travail que lorsque la situation de leurs 13 camarades sera réglée. En réponse au patron, ils décident de faire appel à la justice : des travailleurs ne peuvent être licenciés pendant la durée d'une grève.

— Le 13, l'Agence pour l'Emploi des Yvelines promet du travail aux 13. Elle les fait venir à Versailles : un patron, dit-elle, aurait accepté de les embaucher à 6,25 f de l'heure. Belle tentative de démobilitation car, sur place, on ne leur offre que 5,62 f.

De retour à Laval, la lutte continue jusqu'à la victoire totale. Mais l'adversaire n'est plus seulement un patron de choc, c'est aussi et avant tout l'administration et, derrière elle, le Pouvoir.

PREMIERS ENSEIGNEMENTS

● **LE SENS DE LA POLITIQUE D'IMMIGRATION.** Toutes les manœuvres auxquelles nous avons assisté du côté du patronat et du ministère nous ont fait mieux comprendre la nature de la politique du capitalisme vis-à-vis de l'immigration. Depuis quelques années en effet, on assiste à un contrôle et à une planification de plus en plus stricte de l'immigration. Elle correspond d'ailleurs à la restructuration du capitalisme.

— avec la délivrance d'un contrat d'un an, on peut assurer une rotation rapide d'une main d'œuvre que l'on gardera toujours « fraîche ». Finis les inconvénients de la traite des noirs au XVIIe et au XVIIIe siècles !

— Par un contrôle précis aux frontières, on pourra disposer de cette main d'œuvre au moment voulu et selon l'évolution du marché de l'emploi. De même, ces contrats de courte durée permettront de se débarrasser d'elle quand elle deviendra embarrassante.

— A l'intérieur du pays, le travailleur immigré sera déplacé selon les besoins, cela assurera une mobilité des plus profitables pour l'industrie. Un jour en Mayenne, le lendemain à Chartres, tandis que d'autres seront reclassés dans les Yvelines, tel est le sort réservé aux 36 Turcs et 3 Pakistanais. C'est ce que la circulaire Fontanet appelle « **inscrire harmonieusement la politique de l'immigration dans le cadre de la politique de l'emploi** ». « **Harmoniser** », c'est un mot noble qui veut dire dans la traduction capitaliste « **rentabiliser** ».

Le but est clair, il s'agit d'obtenir une main d'œuvre docile, taillable et corvéable à merci, qu'on pourra éventuellement opposer aux travailleurs français dont les possibilités d'organisation sont plus grandes. L'expression la plus achevée de cette politique est justement la circulaire Fontanet-Marcellin.

● **LES TRAVAILLEURS EN LUTTE.** Tout cela n'a pas empêché les Turcs et Pakistanais de se lancer dans la bataille. Pourquoi, bien que réputés « travailleurs » et « dociles », se sont-ils mis en grève, alors que des Algériens, Marocains, Portugais, qui vivaient dans les mêmes conditions qu'eux à Louverné, n'ont pas bougé ? Il y a plusieurs éléments de réponse. Les Turcs venaient d'Allemagne où ils avaient vécu d'une autre manière. Ils forment un groupe soudé, mal intégré, peu habitué à l'exploitation à la française. Peu nombreux en France, ils ne jouissent pas des mêmes possibilités de contact que d'autres communautés. Surtout, l'entreprise sait diviser les travailleurs en jouant sur des différences de salaires, de primes ; de responsabilité. Deux jours après le début de la grève, 17 Marocains envisagent de s'y joindre, le lendemain ils sont déplacés. Et puis, les Turcs et Pakistanais ne parlent pas français ; il leur est difficile d'entrer en contact avec les autres immigrés.



Cette grève, ils la mènent à leur manière, dans le calme, la dignité, la cohésion ; la fête en fait intimement partie. Chaque jour, l'A.G. discute et décide de la suite du mouvement. On vote le plus souvent à l'unanimité tranquille et résolue.

Les grévistes, cependant, n'ont pu tenir que grâce au développement du soutien, favorisé par leur sens de l'accueil, leur enthousiasme.

● **LE SOUTIEN.** Depuis l'installation de Desquenne et Giral à Louverné, quelques militants avaient pris contact avec les travailleurs. Ils étaient présents lorsque Turcs et Pakistanais décidèrent de se mettre en grève. Leur rôle fut alors de les mettre en garde contre les dangers qu'ils courraient, tout en les assurant que de nombreux travailleurs français seraient à leurs côtés.

Par la suite, le comité de soutien a été le lien nécessaire entre les grévistes et la population, entre les grévistes eux-mêmes, tous ne parlant pas la même langue.

Lors de la constitution du comité (200 personnes y participaient), 2 conceptions s'affrontèrent :

— l'une voulant insister d'abord sur les aspects politiques de la grève.

— l'autre, qui l'emporta, voulant rassembler le maximum des gens autour des grévistes pour qu'ils obtiennent satisfaction, la politisation partant de leur situation et de l'évolution de leur lutte.

La popularisation de la grève se développa très rapidement, touchant des gens très divers. Elle fut facilitée par la large information diffusée dans toute la Mayenne par « **Ouest-France** », par la distribution de tracts et les collectes, par les nombreuses visites faites aux travailleurs à Louverné, sur les lieux des méfaits de Giral, par une soirée d'information et de fête organisée par les grévistes et le comité de soutien, etc...

● **ORGANISATIONS POLITIQUES ET SYNDICALES DANS LE SOUTIEN.** Organisations politiques et syndicales ont très rapidement réagi devant la situation des grévistes. Cependant, dérivées par la forme particulière et nouvelle de ce conflit dans la Mayenne, elles s'en sont tenues le plus souvent à des formes d'intervention traditionnelle. Surtout, elles n'ont pas souvent senti la nécessité de soutenir un mouvement qui, à leurs yeux, risquait d'être impopulaire à cause de la pression actuelle sur l'emploi. Elles n'ont pas vu, la plupart du temps, l'intérêt de développer l'unité d'action autour des grévistes par une in-

tervention effective de leurs militants au sein du comité de soutien.

— La C.G.T., le P.C., le P.S. se sont bornés à des démarches, interventions, communiqués récupérateurs. Ah, si on avait un gouvernement de gauche pour réaliser le « **Programme commun** » !

— La municipalité de gauche a fourni les repas aux grévistes.

— La C.F.D.T. a joué son rôle de syndicat. Elle a établi les liaisons nécessaires entre les grévistes d'une part, le patron, l'administration et les pouvoirs publics d'autre part. Elle a diffusé l'information dans les entreprises, laissant l'initiative aux délégués. Là où des travailleurs étaient en relation directe avec le comité de soutien, des discussions et des collectes ont pu avoir lieu.

— L'extrême gauche a eu des attitudes diverses. Les militants de « Rouge », refusant d'entrer dans un comité large, ont été en dehors du coup. Parmi les groupes M.L. l'un agit en marge du comité, un autre s'y consacre à fond, un troisième est avant tout préoccupé par l'organisation d'une semaine sur la Chine. Le « **Comité Libération** » de la Mayenne a investi à fond ses forces dans le comité de soutien.

— Dès le début de la lutte, les militants du P.S.U. se sont trouvés aux côtés des travailleurs. Ils ont décidé de ne pas intervenir comme force organisée pendant la lutte : pour développer la popularisation la plus large, ils se sont volontairement effacés et fondus dans le comité de soutien. Ils ont souvent été à l'origine d'actions de solidarité. Il faudra, après le conflit, analyser les résultats de ce choix tactique, et débattre de l'organisation de l'unité d'action autour d'une lutte comme celle-ci, notamment avec les organisations et divers militants qui ont participé au mouvement.

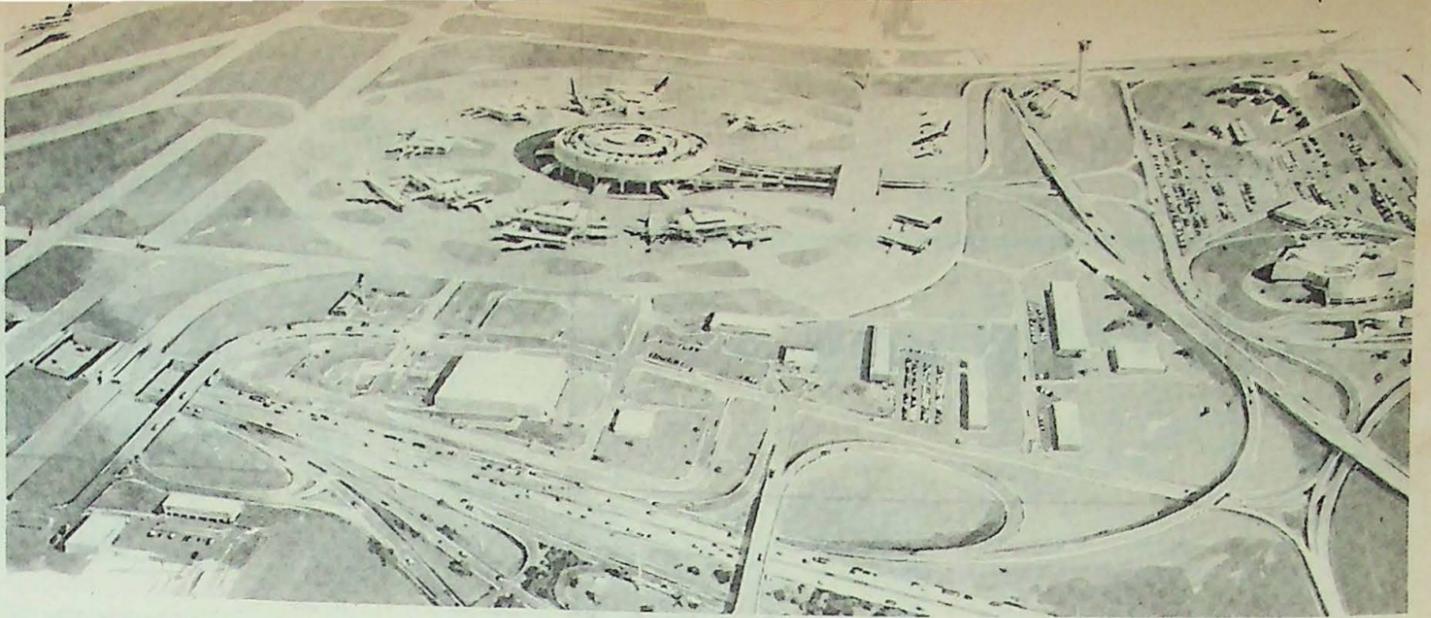
Une première constatation s'impose. Quand aucune organisation ne vient pour vendre sa camelote et avec une mentalité de chapelle, les résultats sont largement positifs.

A Ernée, petite ville ouvrière du Nord-Ouest de la Mayenne dominée par une bourgeoisie paternaliste, l'unité s'est faite rapidement autour de la lutte des travailleurs turcs et pakistanais. Sur une base anticapitaliste clairement exprimée, des militants d'organisations diverses se sont exprimés collectivement, rompant pour la première fois l'isolement. Quand le sectarisme ne joue pas, tout naturellement l'unité d'action anticapitaliste se construit face à la bourgeoisie.

Corresp. ■

Les textes du Conseil National
— pour l'unité populaire
— pour le socialisme autogestionnaire
(l'unité : 5 F - par 10 : 4,50 F)
Editions Syros

ROISSY EN GAULLE



escale de grand vol

Grâce à la vigilance, jamais prise en défaut, des députés UDR, c'est l'aéroport Charles de Gaulle — et non plus Roissy-en-France — que Messmer a inauguré le 8 mars. Toute la grande presse, à son habitude, s'extasie sur le côté spectaculaire des travaux. Les tonnes de béton et les longueurs des pistes vont combler d'aise une majorité silencieuse qui n'avait plus — en fait de réalisations prestigieuses — que du périphérique-ouest à se mettre sous la dent. La réalité, pourtant, est moins enthousiasmante.

Notamment pour le personnel de l'établissement public « Aéroport de Paris », qui a conçu et réalisé l'ensemble de l'aéroport, et dont les finances ne s'équilibrent plus qu'en empruntant pour payer les emprunts. « Coûts et délais sont tenus » claironne la direction. Les travailleurs, eux, auraient tendance à se tenir les côtes s'ils pouvaient oublier la baisse du pouvoir d'achat et les compressions d'effectifs.

Même réalité chez Air-France où la Direction vient d'annoncer de sévères mesures de « redressement » : des départs en retraite anticipés, des effectifs réduits dans le personnel administratif, des avions retirés de la flotte, des installations retardées sur « Charles de Gaulle Airport ».

sous l'écorce

Messmer n'a pas tari d'éloges sur cette réalisation dans un discours soigneusement édulcoré des détails gênants. Alors, grattons un peu l'écorce et donnons ces détails.

Parlons de la firme Fougerolle qui a trusté le gros œuvre de l'aérogare, puis, en fin de travaux, a réclamé des suppléments énormes à l'Aéroport de Paris. Parlons de Francis Bouygues, ce cher patron de combat, qui a beaucoup « bétonné » et « cimenté » sur l'aéroport. Demandez à certains ingénieurs ce qu'ils pensent du « ciment Bouygues ».

Parlons de milliers de travailleurs immigrés du bâtiment, sans qui on attendrait encore longtemps la fin des travaux ! On les a bien choyés, bien hébergés, bien clos... dans un centre ou toute activité syndicale était exclue !

Parlons de ces autres travailleurs immigrés de l'entretien qui auront balayé le carrelage avant que Messmer n'y pose ses souliers vernis, travailleurs embauchés à la petite semaine et bien souvent en situation irrégulière vis à vis de la législation du travail.

On trouve scandaleux, et on a raison, que les riverains de l'aéroport aient été peu ou pas du tout consultés sur l'opportunité de l'installation. Nous en parlons par ailleurs.

Un autre oubli pour le moins regrettable est d'avoir conçu cet immense zone industrielle et commerciale — 60 000 emplois — sans consulter les principaux intéressés : les travailleurs. Car on connaît depuis fort longtemps les grandes sociétés qui s'installent sur le terrain. On aurait pu, pour chacune d'elles, demander aux salariés comment ils voyaient ce futur centre d'emplois. Car après tout, c'est un établissement public qui a construit. Un organisme qui est donc plus soucieux de l'intérêt général des citoyens que de l'intérêt particulier de quelques patrons. Ne riez pas !

Ainsi, plusieurs milliers de travailleurs vont se retrouver en lumière artificielle dans les locaux de l'aérogare « la plus moderne d'Europe ». Mais le cerveau polytechnicien, architecte DPLG de surcroît, qui a pensé ce réservoir à taupes, a pris bien garde de ne pas installer son bureau dans les lieux. Le « culte » du béton brut et les impératifs de l'insonorisation, ont abouti à restreindre les baies. Si un opticien s'installe, il est certain de faire rapidement fortune. Il sera curieux de suivre la courbe des dépressions nerveuses.

Il est question de réaliser dans la future zone baptisée « unité centrale » un centre de loisirs et de culture. Il est encore temps de demander aux travailleurs du site — qui arrivent maintenant — ce qu'ils en pensent, ce qu'ils voudraient y trouver. Chiche, MM. les technocrates ! Pour l'instant, MM. les technocrates sont plutôt soucieux de trouver des promoteurs et des financiers.

Un aéroport comme celui de Roissy en France, c'est aussi une poire juteuse vers laquelle se précipitent les investisseurs à la recherche d'une bonne rentabilité. C'est un pôle d'attraction pour ceux qui — même à perte — veulent voir leur nom briller en lettres de feu au-dessus d'un flot continu de voyageurs (60 millions de passagers en phase finale). C'est le cas notamment de Jacques Borel qui a pensé que son prestige serait rehaussé par un « trois étoiles » à Roissy.

Les compagnies pétrolières sont évidemment implantées sur le terrain. D'abord par leurs filiales « aériennes ». Il est piquant de constater, qu'après toutes les facilités qu'on leur a laissées pour installer sur l'aéroport leur système de distribution — la compréhension des pouvoirs publics a été remarquable — on voit aujourd'hui Air Total exercer un chantage à la fermeture des robinets, à l'encontre de la compagnie nationale Air France !

même logique

Et puisque l'on parle des trusts pétroliers et que la grande presse se fait aujourd'hui l'écho « d'ententes » illicites, on peut rappeler que les compagnies du Cartel et celles contrôlées par l'Etat français (Total et Elf) ont fait un front commun sans faille pour s'opposer à ce que l'AGIP italienne vienne

vendre son carburant sur les aéroports parisiens.

Une caractéristique bien connue des sources de profit, c'est leur dilution grandissante par l'intermédiaire des entreprises filiales et des entreprises de sous-traitance. L'aéroport de Roissy en France n'échappe pas à la règle. UTA et la Compagnie Internationale des Wagons-Lits ont créé une filiale chargée des problèmes de commissariat hôtelier : Roissy-Service. Air France possède la quasi totalité des actions de sa filiale chargée de l'approvisionnement des avions, la société Servair. Puis, Servair et l'établissement public qui a construit l'aéroport se regroupent dans une nouvelle société qui s'occupe de gérer des commerces. On en passe et des meilleures. Certes, ces opérations présentent parfois un intérêt technique. Mais aux yeux du capital, elles permettent avant tout d'accélérer la privatisation des organismes publics, de faire passer sous des statuts socialement moins avantageux des travailleurs qui étaient « trop bien protégés ».

Parmi les belles opérations financières, citons encore, pour la première fois sur un grand aéroport parisien, l'arrivée d'un centre de soins privés. En effet, la Société Pour le Développement de l'Hospitalisation ouvre un centre de consultations conventionné par la Sécurité Sociale et tente en même temps, à Orly, de remplacer le cabinet médical que gérait l'Etablissement public. Il n'y a pas de miracle si la médecine privée est « plus rentable », c'est en particulier parce qu'elle paiera plus chichement le petit personnel hospitalier. On pourrait citer beaucoup d'exemples similaires. On pourrait rappeler dans un autre ordre d'idées, l'intrusion grandissante des militaires à la tour de contrôle de Roissy. Mais, influence grandissante des capitaux privés ou mise en place de dispositifs anti-grèves, tout cela résulte d'une même logique du capitalisme exploiteur.

Une grande réalisation de prestige va entrer « en exploitation ». Sous les lauriers artificiels dont l'embellissement les technocrates et leurs mandataires capitalistes. Des lauriers qui masquent mal de méchantes épinettes. Dans cette affaire, les travailleurs sont encore destinés à faire les frais de l'opération. Une opération qui est bien sûr et avant tout au service du transport aérien. Mais quel

transport aérien ? Pas un transport de masse. Moins que jamais dans la conjoncture que l'on connaît et lorsqu'on s'ingénie à dépenser des fortunes pour transporter des privilégiés dans un « Concorde ».

Mais les travailleurs de Roissy s'organisent pour faire face aux nombreuses difficultés qui restent à résoudre : aménagement des transports en commun (où les sociétés privées se sont encore taillé la part du lion), logement... bref, toutes les conséquences de ce qui est pour beaucoup une transplantation brutale.

Sans attendre le démarrage de l'aéroport, deux unions locales CGT et CFDT se sont déjà mises en place sur Roissy. Dans un tel complexe commercial, l'unité et la solidarité des travailleurs doit évidemment se renforcer et dépasser le cadre étroit des entreprises.

coup d'envoi

Pour donner le coup d'envoi des luttes sociales sur le nouvel aéroport, c'est le patronat qui a donné le premier shoot par Messmer interposé. Notre joyeux premier ministre est lui-même intervenu pour que les employés de l'Etablissement public qui a conçu et construit l'aéroport ne touchent pas les 500 F promis par leur directeur général, pour l'ouverture. C'est le genre de maladresse à la Messmer qui pouvait mettre le feu aux poudres à quelques jours de l'inauguration. On a trouvé un compromis de dernière minute : le report de la prime. Mais cela suffira-t-il à éteindre le mécontentement qui monte ?

A Air-France, à Air Inter, à l'Aéroport de Paris... partout les travailleurs devront payer indirectement les difficultés pétrolières. Il va falloir se battre. Il n'y a pas que les forces syndicales qui sont décidées à la lutte. Du côté des révolutionnaires de l'autogestion, ça bouge également. Un groupe inter-entreprises des aéroports parisiens s'est formé autour du PSU pour offrir aux travailleurs d'Orly, du Bourget et de Roissy, la possibilité d'une prolongation de la réflexion politique, bien au-delà des luttes catégorielles menées dans chaque entreprise.

Rémy GRILLAULT ■

dans le dos des riverains

Pas plus pour Roissy-en France que pour Toussus-le-Noble, on ne s'est préoccupé de l'avis des riverains. En 1957, les services de l'Aéroport de Paris recherchent un nouveau site d'aéroport dans la région parisienne. En 1959, ils trouvent un terrain plat de 3 000 hectares de cultures, pratiquement inhabité à 25 km de Paris — « un site non idéal, mais un compromis excellent » peut-on lire dans luxueuse brochure éditée par l'Aéroport de Paris. Jusqu'en 1964, c'est l'habituel chassé croisé de démarches entre la Commission d'étude et le Ministère des Travaux publics et des Transports de l'époque. On cogite sur la date d'ouverture de Roissy et la fermeture du Bourget. En 1964, Roissy est adopté. Un arrêté en date du 16 juin, autorise la construction.

Surprise des habitants : aucune enquête « commodo et incommodo » n'a été faite ; ni les municipalités, ni les riverains n'ont été consultés. Mais, d'après les services officiels, il y a peu d'habitants car « Roissy est implanté dans une région très peu bâtie » (1700 riverains à Roissy - zone A -, 15 000 en zone rurale avec des bâtiments agricoles - zone B -. En zone C, il a été recommandé d'éviter les « grands ensembles ». Pourtant Sarcelles, Goussainville, Gonesse sont proches et déjà en pleine croissance.

On fait bien une enquête d'utilité publique, mais en juillet-août 1964. La plupart des riverains, en vacances, n'en entendent parler qu'après. En 1965 (le 22 juin) la déclaration d'utilité publique est prononcée par décret au Conseil d'Etat. Aucune réaction du député local UDR Louis Vallon, qui occupe son siège depuis 1962 dans une circonscription la plus exposée à ce genre de nuisances. « Quant aux riverains, ils ne savent pas encore exactement (et pour cause) ce qui les attend » peut-on lire dans une étude réalisée par le Comité de défense.

En 1969, des « fuites » permettent aux riverains de connaître les zones de bruit déterminées par l'aéroport. Un peu tard, ils jugent de ne plus avoir confiance qu'en eux-mêmes pour assurer leurs droits. A cette époque est créé le « Comité des riverains de l'aéroport Paris Nord ». Malgré les interventions du nouveau député communiste, Henri Canacos, maire de Sarcelles, malgré les manifestations, le temps continue son œuvre. Toutefois, en mars 72, M. Chalandon, alors ministre de l'équipement, se réveille et décide l'interdiction de toute construction, ainsi que l'action de prêt au logement dans les zones B et C (la zone A est protégée depuis 1969). Trop tard ! le mal est fait. La circulaire de bonne volonté du ministre a des conséquences

graves et insupportables pour les équipements des villes : interdiction pour les municipalités de construire des groupes scolaires, des établissements publics et sportifs ; pour les particuliers, les biens sont invendables, les terrains inconstructibles.

et à Toussus...

Quant au projet d'un aéroport d'affaires à Toussus-le-Noble, dans les Yvelines, il s'est heurté d'emblée à l'opposition des populations riveraines.

Depuis plus de deux ans, l'ADRAT (association de défense des riverains de l'Aérodrome de Toussus) tente de s'opposer au projet. Sans succès, malgré les 6 000 signatures d'opposition, recueillies lors de l'enquête d'utilité publique. Aujourd'hui, l'ADRAT n'est pas en mesure de s'opposer à la politique du gouvernement qui veut cet aérodrome. Et ceci pour la simple raison que ses principaux animateurs sont les notables et maires UDR, giscardiens et droitiers de tous poils.

A l'initiative des forces de gauche, une manifestation a lieu le 16 mars à 10 h à Vélizy. Elle est dirigée contre le député-maire UDR, Wagner. C'est la première fois qu'on ose. Ça fait jaser.

les « rotatives » du PSU

Au PSU, nous n'avons pas que TS pour diffuser dans la France entière nos positions et nos informations. Chaque fédération, chaque section édite son journal ou son bulletin, selon les moyens financiers. Imprimés, comme « Le Combat Socialiste » des Côtes du Nord ou ronéotés, ils s'efforcent soit de reprendre les grands thèmes du Parti, soit de donner des informations locales.

Nous inaugurons ici une revue de presse afin de mieux faire connaître ce qui se passe au niveau des régions. Nous souhaitons que cette « première » soit utile à ces petits journaux, à leur audience et leur développement. Que ceux qui ne sont pas cités cette fois prennent patience. Leur tour viendra.

TRIBUNE DE RIOM - mensuel de la section PSU

Jean Ehrard - 57 rue du Commerce - 63 - Riom -

« Affichage et pollution ». Une correspondante de Riom nous reproche l'affichage politique qui « polluerait » les murs de notre ville. Le PSU et ses militants ont le respect de la beauté et des monuments du passé — beaucoup plus que ceux qui ont pris la responsabilité de défigurer par la voie express une partie du paysage historique de Riom. Mais que pensent ceux que choque l'affichage politique de l'affichage publicitaire qui en plus des sites « pollués » les esprits ? En fait, le vrai problème est celui de l'information.

Pour aujourd'hui, une simple question : pourquoi n'y aurait-il pas à Riom, comme dans d'autres villes, des panneaux réservés aux affiches des organisations locales ?

(n° 2 - déc. 73)

ACTION PSU - bulletin de la fédération Charentes trimestriel - le n° 3 F - abonnement : 10 F

J.P. Charbonnier - Varzay - 17460 - Thénac

« Chez les paysans ». A propos de l'affaire Grenot, le comité d'actions composé en grande majorité de paysans, a été attaqué pour avoir ouvert le comité à d'autres couches de travailleurs. Les paysans engagés répondent à cette attaque :

« Cette ouverture à tous les travailleurs en lutte contre le capitalisme est un renforcement de la lutte contre le pouvoir en place. Souvenez-vous du Joint Français. De plus, une société socialiste autogérée, exigera la mise en place de conseils de travailleurs, notamment pour définir les grandes lignes du plan en matière de besoins dans la consommation. Ce ne sont pas les paysans seuls qui définiront les besoins alimentaires, par exemple. Or, ce n'est pas le lendemain de la prise du pouvoir, qu'il faudra tout à coup se soucier des rencontres entre travailleurs...

Elle devra surmonter tous les préjugés qui séparent encore ouvriers et paysans ».

(n° 1 - oct. 73)

LE POING - mensuel de la fédération de la Côte d'Or (banlieue Est) 21 000 St Apollinaire

« Nous n'irons plus au bois... ». Il était une fois une comtesse. Avec 200 ha de bois. A Chevigny Saint-Sauveur. Dans une zone classée « espaces boisés à conserver » par le Plan directeur d'urbanisme. Mais du bois, ça ne rapporte pas assez. Moins, en tout cas, que du terrain à bâtir de luxe, style « Bois du Roy ». La comtesse essaye donc d'obtenir une dérogation. Pas de veine, la municipalité ne paraît pas d'accord. Seulement, faute de fonds, elle ne peut pas racheter le bois.

Entre parenthèse, on peut se demander pourquoi le dénommé Poujade, si soucieux, paraît-il, de préserver l'environnement, n'a pas daigné financer l'achat de ces espaces verts ?

Toujours est-il que, du côté de la municipalité, on commence sérieusement à se poser des questions sur les bois. Car la comtesse n'y va pas de main-morte. Elle déboise. Oh ! bien sûr, pas plus que la loi ne l'y autorise. Mais la même loi, elle n'oblige pas à reboiser. Alors, si tout va bien, dans 5 ou 10 ans, le bois n'existera plus. Et il n'y aura plus aucune raison pour interdire la vente de quelques dizaines d'hectares à d'habiles promoteurs. En terrains à bâtir. Dans la plus stricte légalité (...) Un jour ou l'autre, il faudra bien en venir à la municipalisation des sols si l'on ne veut pas que les intérêts privés continuent à faire la loi en matière d'urbanisme et d'espaces verts.

(N° 5)

T.S. 95 - bimestriel de la fédération du Val d'Oise

un an : 5 F - 6 rue des Tilleuls - 95 - Eaubonne

« La vie chère à Domont ». Pour la déflation et les prélèvements, la municipalité UDR de

Domont, conduite par Rouzée a pris les devants : la dernière feuille d'impôts locaux porte une augmentation de ... 41 %. La réaction ne s'est pas fait attendre : le Groupe Municipal d'Action socialiste, (regroupant des membres du PSU, et des non organisés), le PSU, le PS et le PC ont appelé au report de paiement des impôts et à une manifestation dans le parc de la mairie, dénonçant les scandales de la gestion municipale (monopole UDR des fournitures scolaires, marchés de gré à gré, maire-adjoint à la tête d'entreprises chargées par la mairie de travaux importants...).

La mairie, affolée par la vivacité de la riposte, a annoncé le report de paiement des impôts et dit que l'augmentation de 41 % était une... « erreur » (...). 400 personnes ont manifesté le 24 novembre. L'UDR avait gagné les municipales de justesse et nos camarades vont tout faire pour renverser la vapeur. Un petit conseil en passant au maire : « pourquoi ne pas finir en beauté et démissionner en dénonçant la misère dans laquelle l'Etat fait vivre les collectivités locales ».

(n° 17 déc. 73)

LE POING - Fédération de l'Aisne

Jacques Dyornik - 23 rue Henri Martin - Fargniers - 02700 Tergnier -

« Ce qu'on ne vous a pas dit ». Vous avez appris par la presse régionale... « qu'une sympathique cérémonie s'était déroulée récemment dans les salons de Chateaubriand à Chauny où l'amicale des cadres de Rhône-Progil s'était réunie pour fêter la promotion d'un des leurs... » « qu'un commerçant « bien connu » de La Fère avait remis un sac de sport aux jeunes voleurs ».

Mais on ne vous a pas dit... que 52 personnes s'étaient déplacées, le 30 novembre dernier, malgré la neige et le froid, pour participer au film-débat sur la lutte des Lip, ni qu'un comité de soutien Lip a été constitué dans le secteur Chauny-Tergnier ».

On ne vous a pas parlé non plus... des enfants du hameau de Canlers dont l'école a été fermée en septembre dernier, et à qui l'on propose un transport scolaire qui ne correspond pas aux horaires de classe et qui ne leur permet même pas de revenir chez eux à midi. Ces enfants ne peuvent donc pas fréquenter l'école. Et pour cette absence « non motivée », on menace de supprimer les allocations familiales aux familles de ces écoliers sans école.

(N° 1 - janv. 74)

ACTION SOCIALISTE - bulletin fédéral des Pyrénées Orientales le n° 1 F - 10 impasse du mas St Jean - 66000 Perpignan

« Naissance d'un contrôle de locataires à Perpignan ». Cinq résidences appartenant à un seul propriétaire, situées dans des quartiers populaires (« L'Ensoleillée » compte 23 immeubles, abritant 500 familles). Construites dans le but unique d'un profit maximum (manque d'espace vert, de terrains de jeux, de salles de réunion, de commerces — instal-

lations au rabais : pas de thermostat pour le chauffage, eau chaude facturée à 5 F 80 le m3).

Petits retraités, fonctionnaires et une majorité de travailleurs immigrés y habitent. Un comité a été formé (un petit résultat : un terrain de jeu est ouvert). En novembre 73, les feuilles de charges élevées cristallisaient la conscience des résidents. De 60 membres, le comité est passé à 175. Le prix de l'eau a diminué (1,125 F le m3) ; un constat d'huissier est établi sur la température ; des panneaux humoristiques sur les joies de l'eau froide sont accrochées aux balcons.

L'ensemble des locataires lutte avec la conscience claire de combattre l'exploitation capitaliste qu'il subit dans son cadre de vie. La participation des femmes et des travailleurs immigrés crée, dans la lutte, un climat d'unité et de sympathie que chacun ressent. On se tutoie et on commence à s'appeler camarade. On se sent fort parce qu'on lutte ensemble. On se sent unis et prêts à débattre d'autres problèmes, nos problèmes de travailleurs. - Janvier 74 : la température de l'eau est désormais entre 50 et 60° : une première victoire.

(n° 24 - déc. 73/janv. 74)

ECHO FEDERAL - fédération Nord/Pas de Calais

Ecologie-pollution. Gravelines, poisson vert ou dépôt radioactif de la région ? Administrateurs et élus promettent une vaste zone verte. Dans le même temps, le gouvernement et l'EDF décident la construction d'une centrale nucléaire à l'uranium enrichi.

Pour ou contre la centrale nucléaire de Gravelines ? C'est votre affaire. Vous a-t-on consulté avant de décider cette implantation ? Vous a-t-on informé de toutes les données du problème et des risques réels que vous encourez ? Qu'est-ce qu'en pensent vos élus ? C'est à la population concernée qu'appartient le contrôle des décisions qui engagent son avenir, pour que les choix ne soient pas faits par quelques-uns sur les seuls critères du profit.

(n° 45 - janv. 74)

LE POING - mensuel des Alpes Maritimes

Abonnement : 10 F pour 10 n° - Lucien Streiff - 45 bd Primerose - 06 NICE - CCP 4876.44 Marseille

● L'emploi à Grasse : depuis quelques mois, 140 travailleurs sur le pavé. Après le Monoprix et les Ets Lannot, c'est au tour des Ets Laury (fabrique de briquets) de licencier : 24 ouvrières (dont une déléguée syndicale CFDT, 3 candidates au CE, et 2 déléguées). Lauri, sous-marque de Silver Match, 60 travailleurs en majorité des femmes. Installation récente à Grasse (février 73) en zone industrielle. Une « industrie propre » pour pays touristique. Sur une chaîne, 7 ouvrières doivent fournir 3000 briquets par jour. Une main d'œuvre jeune, donc docile, et que l'on peut traiter de tous les noms et licencier pour tout motif.

(n° 9 - janv. fév. 74)

Andrée ANDRIEUX et Jean LIGNON

LE MILITANT SYNDICALISTE D'AUJOURD'HUI

«Ouvriers, Cadres, Techniciens, Qu'est-ce qui les fait agir ?»

Préface de Pierre Naville

«Voilà un livre que tous les militants devraient lire.» LA TRIBUNE SOCIALISTE

«Ce livre est important à plus d'un titre.» CFDT AUJOURD'HUI

«On mesure, à travers ce livre, cette longue suite de témoignages, la richesse et la diversité des courants qui circulent dans la réalité sociale, à la base.» Max GALLO - L'EXPRESS

"Médiations" 327 pages : 23F

denoël/gonthier

CRITIQUE SOCIALISTE

Le N° 16 - Janvier-Février 1974 vient de paraître
Prix : 7 F

AU SOMMAIRE :

- Crise décisive ou renouvellement du capitalisme ? par Daniel LENEGRE.
 - La crise de la planification française et la régulation du développement du capitalisme français, par Michel BRETON.
 - La Pologne et la Hongrie : deux pays socialistes dans le dialogue Est-Ouest, par Jean-Pierre DUBOIS et Paul RAMADIER.
 - Un mouvement pour l'autogestion, pourquoi ? Comment ? par Gérard FUCHS.
 - A propos du livre de Alain TOURAINE : - Vie et Mort du Chili populaire -, par Victor LEDUC.
 - Crise monétaire internationale : le renoncement français et la politique de demain, par Jacques GALLUS.
 - Energie ou développement : ne pas se tromper de crise, par Jean-Pierre ROMAIN.
- Editions Syros - Librairie TS - 9, rue Borromée, 75015 PARIS.

BALADE AUTOUR DE LA CHANSON

I. la pilule anti-stress



« Une chanson, c'est peu de chose »... Au fait, c'est quoi, la chanson ? Un art, un passe-temps, un dérivatif, une industrie, une arme politique ? Tout ça à la fois. « L'Internationale » et « la petite fille de Français moyens » : des chansons. Victor Jara et Sheila : des chanteurs. Guy Lux, le show-biz, Barclay, l'Olympia, Europe n° 1, la SACEM : le monde de la chanson. Une promenade à épisodes que nous commençons cette semaine, en compagnie de Jacques Bertin, un homme qui chante.

Savez-vous ce qu'est le stress ? C'est une maladie. Mais une maladie qui a une particularité exceptionnelle : elle n'existe pas. Elle n'existe que sur le plan théorique. Un savant — innocent, naïf et distrait sans doute — a pu localiser dans un coin du cerveau l'endroit où venaient frapper tous les petits traumatismes de la vie courante, toutes les petites agressions du milieu : vous utilisez un briquet qui ne fonctionne pas ; énervement, traumatisme, pof. Vous êtes dans un embouteillage, vous vous énervez, crac, traumatisme. Un contradicteur UDR vous coince avec des arguments imparables, pan, traumatisme. Le patron augmente les cadences, boum, agression, traumatisme.

Tout ça, c'est le stress. Ne riez pas. Cette maladie qui n'est rien d'autre que la somme des liens entre le milieu et vous, d'où naît, en principe votre liberté, cette maladie se soigne maintenant avec une pilule. Une pilule qui ferme les volets, vous ramasse chez vous dans votre cocon, une pilule qui préserve votre tranquillité et réduira votre agressivité. A l'usine, par exemple...

Allons plus loin. C'est le journal « L'Expansion » qui nous a expliqué ça gentiment, dans le temps : un savant — naïf, distrait et vraisemblablement apolitique — a découvert que certaines combinaisons musicales avaient sur le

cortex un effet thérapeutique. D'où l'idée de traiter certaines affections par l'audition d'une musique scientifiquement élaborée. La musique joue le rôle de la pilule de tout à l'heure.

Application immédiate : le même genre de musique permet de réduire l'agressivité dans les usines et d'augmenter la vente dans les grands magasins. Application secondaire : la radio, la TV et le show-business.

la pilule

Le producteur de disques se dit en effet : la vie est un stress et mon disque est la pilule qui va y remédier. Le travailleur rentre chez lui fatigué. Il faut donc lui faire entendre des chansons qui le reposent et le distraient. Voyez-vous, la vie est assez difficile comme ça, il faut donner au public des chansons faciles :

L'acharnement qu'on met aujourd'hui à préserver les gens de ce stress qu'est leur vie n'a d'égal que l'acharnement qu'on met à leur faire acheter des disques. C'est d'un même mouvement que le show-biz aliène (distrait, c'est-à-dire enlève les gens de leur vie réelle) et vend. Car la chanson est devenue une arme politique et une industrie florissante.

La poésie c'est le chant. Mais la poésie écrite, c'est la bourgeoisie. Du jour où Gutenberg a mis au point son invention, la poésie est devenue la possession exclusive des classes aisées. Qui pouvait nourrir le poète, en effet ? Les bourgeois et les aristocrates. Et eux seuls avaient accès aux livres, eux seuls pouvaient lire et payer les livres. C'est ainsi que la poésie, enfermée dans les formes que la bourgeoisie lui impose (le « classicisme ») a abandonné en chemin le peuple, le lyrisme et bien entendu la réalité.

Pendant que les poètes faisaient des ronds de fesses à la cour ou, plus tard, chez les mécènes, il restait au peuple des chansons : chansons de métiers, chansons de marche, chansons de fêtes et de danses.

Ce monde là est mort. Il n'y a plus de travail à rythmer en groupe. Il n'y a plus de chansons populaires. Mais au moment où mourait cette société-là, naissait l'industrie phonographique. On allait maintenant envoyer du haut en bas, vers le peuple, des chansons qui ne seraient plus faites pour être chantées, mais uniquement pour être consommées.

Le mouvement s'est précipité dans les années 50 : en très peu de temps sont apparus sur le marché les transistors, les tourne-disques, les 45 tours, la TV,

des terrains prévus pour être bradés aux promoteurs. A Lacanau, les projets succèdent aux projets : ceux qui respectent la dune sont refusés par les promoteurs (pas assez vendables). Affreux dilemme pour Biasini qui devra renier toutes ses promesses et plier devant la loi du fric.

Qu'à cela ne tienne. Biasini n'aura pas le temps d'être l'Arthur Conte de l'Aquitaine. (Il y en a déjà un : Philippe Saint-Marc, renvoyé pour manque de réalisme). On va adjoindre au président un secrétaire général « chargé de la concrétisation ». Il s'appelle Jean-Pierre Morelon. Et maintenant, il va falloir que ça tourne. Il y aura bientôt des immeubles de six étages en front de mer.

Des détails pour sourire tristement : « des pénétrantes passant aux pieds des immeubles permettront l'accès public à la plage ».

Et comme le capital investit à Lacanau sera norvégien, il y aura des maisons individuelles...norvégiennes.

Il paraît que Biasini a un jour déclaré : « je fais faire aux Aquitains de la régionalisation sans le savoir ». Mon dieu que le problème est bien posé dans cette belle petite phrase !

J.B.

les piles, etc. En bref, le pactole : le marché français du disque double tous les cinq ans. Il faut que vous achetiez et que vous achetiez vite, et comme vous n'achèterez que ce qu'on vous aura mis dans l'oreille, on vous le mettra de force. D'ailleurs, ce sont les mêmes qui possèdent les maisons de disques et les chaînes de radio. En France, Sylvain Floirat règne à la fois sur Disc'AZ et sur une partie d'Europe 1. Il est vrai que l'autre part, c'est la SOFIRAD donc le gouvernement français. Et le gouvernement français a tout à gagner à encourager la politique du « tube » et du « matraquage ». Pourquoi ? Parce que, quand on écoute Charden et Stone, on ne pense plus à son boulot, son chef et son métró.

Charden et Stone sont la voix de la France. Ils ne disent qu'une chose, toujours la même : « Tout est normal, rêvez bonnes gens ». Voilà pourquoi, à ma connaissance, ces deux-là détiennent le record du matraquage : 17 fois la même chanson sur les trois radios françaises en une journée. Et Fugain : trente fois à la TV en un an, avouait-il un jour. Il faut croire que Fugain est la pilule idéale pour faire passer le stress...

la cible

J'exagère ? Tenez : il y avait sur Europe 1 une émission qui était très écoutée par les jeunes. Un jour, cette émission fut supprimée. On alla questionner le responsable de l'émission : perdriez-vous des auditeurs ? Non ! Bien au contraire. Seulement, voilà, ils étaient de plus en plus jeunes et nous nous sommes aperçus que nous étions écoutés par des gosses sans pouvoir émettre. L'émission fut remplacée par une autre qui s'attaquait à une meilleure « cible ».

On se souvient de ce sondage réalisé par la TV où l'on découvrit que 70 % des sondés étaient mécontents des chansons qui leur étaient proposées. Bien sûr, mais ces gens-là ne faisaient pas partie des classes d'âges qui achètent des disques : c'étaient des adultes. Or, les autres n'achètent pas, ou s'ils le font, ils le font pour leurs enfants ou leurs neveux et nièces. Donc une seule cible : les 15-20 ans. Les autres sont invités à rêver de conserve. Si j'ose dire.

(à suivre)

Jacques BERTIN ■

vite dit

● **CARNET MONDAIN** : La société Pathé-Marconi-Emi France a le plaisir de vous informer que son chiffre d'affaires a été de 120 millions de francs pour 1972. Son taux de croissance annuel est de 15 %. Un disque français sur 5 est édité par Pathé. Le trust international Emi annonce qu'il vend le cinquième de la production mondiale. Nous tenons à féliciter M. et Mme Pathé-Marconi-Emi qui ont bien réussi dans la vie. Par ailleurs, nous tenons à féliciter ceux qui croient encore que le capitalisme — contrairement aux méchants Russes — respecte la liberté d'expression.

C'est vrai, après tout : si vous n'êtes pas conforme à l'idée qu'un trust se fait de la « variété », vous avez toujours le droit de faire un disque à compte d'auteur, de le distribuer vous-même, de ne pas passer à la radio. Vous aurez la satisfaction de vivre dans un pays libre.

● **OU VA L'ARGENT** : D'après la Fédération nationale des centres culturels communaux, si l'Etat accorde 0,51 % de son budget aux affaires culturelles (dont 1/10e sont réservées au seul centre Beaubourg à Paris) les conseils généraux y consacrent 1,2 % et les communes 3,8 %.

Donc, les édiles locaux se plaignent de la carence de l'Etat. Ils n'ont pas tort. Malheureusement, dans bien des cas, les maires tirent argument de cette carence pour mettre la main sur la gestion des équipements socio-culturels : sous prétexte que l'Etat ne paye pas, les municipalités veulent « voir où va l'argent » et municipalisent à tour de bras. Résultat fréquent : moins de liberté pour les responsables de MJC et des FJT et plus de répression.

● **UNE BELLE ACTION** : Denis Baudoin, nouveau responsable de l'Office national de la propagande, doit avoir une belle subvention, lui : il se propose d'engager 100 personnes. Rien que pour nous faire connaître l'action du gouvernement. Mazette, ce doit être une belle action !

● **TOUJOURS L'AQUITAINE** : La mission d'aménagement de la côte, bombardée de Paris avec un gros tas de subvention, veut sauver la région de la ruine. Pour cela, Biasini, le président, doit organiser un tourisme rentable : plus de campeurs (« déprédateurs »), mais de l'immobilier. Malheureusement, il y a des résistances. Les deux premiers projets sont bloqués : à Capbreton, le tribunal administratif devra juger de la propriété

Guy Nania
Docteur ès Sciences
Politiques
LE P.S.U. AVANT ROGARD
Présentation de
Jean Popere
Membre du bureau exécutif
du Parti Socialiste
Député du Rhône

Offre spéciale aux lecteurs de T.S.
26,65 F franco (au lieu de 37 F)

aux
EDITIONS ROBLOT
8 bis, rue de Châteaudun
75009 PARIS
C.C.P. La Source 31-888-50

TEP
direction guy roblot théâtre national

Dernière 24 mars
LE CAVALIER SEUL.
AUDIBERTI
A partir du 5 avril
**LES PROPRIÉTAIRES
DES CLÉS.**
17 rue Malte-Brun - PARIS 20e
m° gambetta - tél. 636.79.09

fenêtre sur fascisme

SERVICE
ACTION
CIVIQUE

84, rue Nau
MARSEILLE (V^e)

ORDRE DE MISSION n° 783

Le porteur du présent ordre de mission est un agent matriculé sous le n° du SERVICE D'ACTION CIVIQUE.

Il est accompagné pour cette mission des militants :

= [REDACTED] = [REDACTED]
= [REDACTED] = [REDACTED]
= [REDACTED] = [REDACTED]

composant son groupe.

Dès réception de l'ordre, il devra regrouper les sujets figurant sur la liste annexe dans les enceintes prévues à cet effet et rendre compte immédiatement de l'exécution de l'opération, effectuée sous sa responsabilité.

CONSIGNES IMPERATIVES : Ne pas donner de détails aux sujets, regroupés. Éviter les brutalités inutiles. Présenter l'internement comme une mesure passagère. Saisir les documents intéressants et me les remettre personnellement.

IMPORTANT : en cas d'accrochage avec les forces de police, NE PAS SE LAISSER DESARMER ET TELEPHONER IMMEDIATEMENT A LA PERMANENCE.

Véhicules autorisés : [REDACTED]

Armement autorisé : Thompson matr. [REDACTED]

ACP [REDACTED]

Marseille, le 24 Mai 1968

Le Chef du Service Action Civique

ORDRE DE MISSION A RESTITUER EN CAS DE NON UTILISATION - IMPERATIF !

CONFIDENTIEL

les révélations de Libé...

Comité des Amitiés Franco-Chiliennes

« Par la Raison ou par la Force »

159 avenue du général Leclerc, Bourg-la-Reine - Tél : 702.54.73

Madame, Monsieur,

Une scandaleuse campagne de calomnies est menée actuellement par toutes les forces de gauche, mises hors d'elles-mêmes devant la libération du peuple chilien.

Après quelques années de dictature socialo-communiste, habilement camouflée sous l'appellation de « Socialisme à visage humain », l'ensemble du peuple chilien, réuni, en particulier, au sein des mouvements nationalistes et appuyé par l'Armée, a su recouvrer, par une saine réaction, sa liberté et son honneur.

En France, le Comité des Amitiés Franco-Chiliennes s'élèvera contre les mensonges des gauches, rétablira la vérité. C'est-à-dire qu'il dénoncera à l'opinion la désastreuse et déshonorante politique de Salvador Allende, et lui expliquera l'action du nationalisme chilien et les buts poursuivis par le gouvernement de Son Excellence Le Général Pinochet-Ugarte.

Le Comité des Amitiés Franco-Chiliennes, conscient que le combat anti-communiste est un combat international ne sera pas uniquement un comité passif de soutien au Chili, mais un comité actif, qui saura dénoncer chez nous, les maux qu'ont dû dénoncer et extirper chez eux, les nationalistes chiliens.

Tous les anti-communistes sont concernés par l'œuvre salvatrice de Son Excellence le Général Pinochet-Ugarte, et par les provocations marxistes.

Tous les anti-communistes doivent adhérer au Comité des Amitiés Franco-Chiliennes. Ils doivent y adhérer pour soutenir nos amis de Santiago, contrer nos ennemis de Moscou et de Pékin, et démontrer au monde que la France n'est pas la meute de hyènes hurlant, dans la presse, à la T.V., dans l'édition, contre le Chili et le grand exemple qu'il nous propose.

Le Président du Comité : Jean Silve de Ventavon

la sacoche du facteur...

24 heures sur 24

à l'école, au bureau, à l'usine,
au cinéma, à la télévision, dans la rue

PARTOUT LES MARXISTES SONT A L'ŒUVRE

SEGUY et MARCHAIS viennent de nous menacer d'un nouveau Mai 68

Le PSU et la CFDT poursuivent leur travail de sape chez LIP et ailleurs.

KRIVINE et ses commandos s'entraînent à la guérilla urbaine.

niveau de vie et libertés sont en jeu

Faut-il attendre et laisser faire,
ou risque de voir bientôt ces gens-là au pouvoir ?

les CDR, eux, sont décidés à résister

en parlant, en informant, en alertant leurs concitoyens et,
si nécessaire, comme le 30 mai 1968,
en se dressant avec la majorité des Français.

C'est avec nous
que vous pouvez dès maintenant agir
contre l'assaut marxiste.

Rejoignez-nous



DEMANDE D'ADHESION

(à adresser à : C.D.R., 23, rue Bailu, 75009 PARIS)

N. _____
Démourant _____
à _____ Tél. : _____
Département _____ Signature : _____

les tracts sur les marchés...

< RATONNADES > AU QUARTIER LATIN

« C'est comme ça tous les samedis soir... »

Deux lecteurs de Paris, MM. Jean-Claude Labbé et Claude Le Pen, nous ont écrit pour relater les faits suivants dont ils affirment avoir été les témoins pendant la nuit de samedi à dimanche dernier :

Samedi 2 mars : comme chaque fin de semaine, les boulevards Saint-Germain et Saint-Michel sont animés par une foule importante et quadrillée par des forces de l'ordre.

Il est 23 h. 30. A l'angle de la rue Serpente et de la rue Hautefeuille, deux jeunes Arabes sont à terre, inanimés, dans une flaque de sang. Un groupe de dix hommes en tenue de sport s'enfuient en courant. La situation nous paraît d'abord confuse, mais elle s'éclaircit au moment où trois personnes âgées, témoins directs de cet événement, prennent à partie ces « sportifs » dans leur fuite : « C'est une honte ! Ils ne vous ont rien fait ! Ce n'est pas la loi de la police française ! Vous êtes des assassins ! »

Sur les marches de la station de métro Odéon, un Africain discute avec une jeune femme (blanche). Le groupe l'entoure ; la femme est bousculée. « Qu'est-ce qui vous prend ? », demande son ami. « Ta gueule, negro ! Cesse-toi vite, sinon... » La compagne dans la station. Le groupe reprend son chemin.

Trois Sénégalais sont installés sur le trottoir à 10 mètres de là. Ils vendent divers objets d'art et bibelots africains aux touristes de passage. L'un des « sportifs » s'avance vers le premier vendeur, tel un client, puis brusquement renverse l'étal d'un coup de pied. Le vendeur se lève et demande des explications. Nous nous approchons pour essayer d'éviter le pire. Il est trop tard : les dix « sportifs » se sont jetés sur l'Africain, ils le matraquent violemment sur le crâne, les parties génitales. Déjà, son visage est en sang, l'arcade sourcilère éclatée, les lèvres déchirées. Alors que les autres ven-

deurs s'empressent de ranger leur marchandise pour s'enfuir, les « sportifs », abandonnant leur première victime inanimée, repassent à l'attaque, se servant cette fois des statuettes en bois prises à l'étal.

Une scène d'une violence inouïe va se développer. Les « sportifs » s'acharnent sur les deux hommes : coups de pied au visage, matraquages : « Allez les gars ! Avec moi ! Prenez les gars ! Ici ! Avec moi ! Prenez les pieds à ce sa-laud ! » L'un des Africains est soulevé de terre et projeté la tête la première contre la vitrine d'un magasin. 100 boulevard Saint-Germain. Cela déclenche instantanément le hurlement de la sonnette d'alarme. La foule accourt, attirée par la sirène. Les « sportifs » sont déjà loin. Faut-il aussi ajouter qu'ils n'oublièrent pas d'emporter dans leur retraite un sac de statuettes, « d'une valeur de mille francs », selon les vendeurs, que nous avons interrogés après les avoir transportés à l'Hôtel-Dieu.

Arrivés au centre hospitalier, nous avons été surpris de constater que la salle d'urgence était déjà bien remplie. Un Africain au visage tuméfié était allongé sur un brancard, pendant qu'un travailleur portugais avec apparemment les mêmes blessures attendait son tour.

« Que leur est-il arrivé ? » une infirmière embarrassée répondit : « Nous sommes tenus par le secret professionnel ; je ne peux rien vous dire... » Quelques minutes plus tard, un infirmier (desirant garder l'anonymat) devait nous déclarer : « C'est comme ça tous les samedis soirs, des Arabes, des Noirs, dix, quinze, mais que pouvons-nous faire ? »

Sur le chemin de notre retour, à 2 heures, nous avons retrouvé la bande d'agresseurs qui avait semé la terreur dans le quartier toute la soirée. Groupés autour des nombreux cars garés sur le boulevard Saint-Germain, en face de la rue de la Harpe, ils étaient en train de monter à des policiers en tenue les statuettes prises à leurs victimes.

... et les lecteurs du Monde.